



## Intervention de Mme Johanna Hawari-Bourgély, Directeur du Centre Professionnel de Médiation de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (CPM) – Colloque OMSAR 17 mars 2010

Un jour, un ami m'a fait remarquer que s'occuper du sujet du Médiateur de la République avant d'avoir instaurer une vraie république est une tâche, pour le moins, surréaliste. Ma réponse était, qu'une république, vraie et juste, est la somme de ses bons républicains. Républicains qui connaissent leurs droits ainsi que leurs devoirs. Citoyens non frustrés qui excluent tout regard de méfiance vis-à-vis de l'autorité étatique.

Mais tant que l'Etat reste considéré comme un demandeur, collecteur d'impôts, cette remarque restera valable et occultera toute notion d'un Etat juste, au service des citoyens.

Or, c'est justement là et à ce niveau que le Médiateur de la République trouve sa fonction : un pont et une passerelle entre l'Etat et les citoyens. Un vecteur de communication.

Car, dès que le dialogue s'amorce, la recherche d'une solution le suit. Un rapport de confiance sera immédiatement créé.

Et le Médiateur de la République ne sera plus identifié à un Etat froid et inaccessible, mais sera le garde-fou de la République.

*Monsieur le Ministre,*

*Messieurs les Députés, Mesdames et Messieurs,*

*D'abord, je souhaiterai remercier M. le Ministre de la Réforme Administrative, M. Mohammad Fneich pour son invitation à ce colloque.*

Mon intervention reposera sur le rôle des institutions privées et de la société civile dans la promotion de l'institution d'un Médiateur de la République au Liban.

Je parlerai essentiellement de l'implication du Centre Professionnel de Médiation de l'Université Saint-Joseph.

Centre transdisciplinaire dont la mission est de former des médiateurs professionnels susceptibles de pratiquer la médiation au Liban et de soutenir le développement du processus de médiation dans tous les domaines privé, judiciaires et administratifs.

Partant de notre expérience sur le terrain, nous croyons que la préparation des esprits à l'idée d'un Médiateur de la République devra se faire en deux temps. **Premier temps** : préparer le terrain et **deuxième temps** : lancer le processus et le suivre afin qu'il devienne une réalité incontournable.



## 1) Le rôle de la société civile dans la création de l'Institution de Médiateur de la République au Liban

### a) Sensibilisation de la Société civile

Il faut avouer, que le mot « Ombudsman » provoque une lecture pour le moins bizarre. Ni le son ni la forme ne sont familiers au Liban. Encore plus le fond. Une majorité écrasante des libanais ignorent le concept même d'Ombudsman et se pose des questions sur l'expression plus compréhensible de : « Médiateur de la République ».

Or, pour qu'une telle institution puisse un jour exister et fonctionner normalement, il est primordial, qu'une campagne de sensibilisation et d'information soit effectuée auprès de nos concitoyens.

Une telle institution ne sera réellement efficace que si elle obtient la confiance des administrés qui y auront recours un jour ou l'autre. A cet effet, il est important que le rôle, la mission ainsi que les pouvoirs du Médiateur de la République soient compris.

Nous devrions expliquer aux citoyens que le Médiateur de la République est une institution neutre. Qu'elle est indépendante des autres pouvoirs exécutif, législatif ou juridictionnel.

Que le Médiateur n'est pas un contrôleur, ni un juge. Mais qu'il est plutôt un défenseur des droits inhérents à chacun.

Il nous faudra faire comprendre la spécificité de l'Institution de Médiateur de la République par rapport aux autres institutions existantes. Que le Médiateur de la République n'est pas un contrôle de l'Administration mais qu'il agit en vue d'améliorer les relations entre cette dernière et les citoyens.

Il serait judicieux que cette sensibilisation et information se fassent par le biais de séminaires, colloques et débats telle que la manifestation organisée aujourd'hui par le Ministère de la Réforme Administrative.

C'est dans cette perspective que le CPM avait organisé en novembre 2009, un colloque sur le Médiateur de la République, auquel ont participé notamment le Médiateur de la République Française et le Wali Al Madhalim du Royaume du Maroc.

### b) Mobilisation de la société civile : constitution d'un groupe de réflexion et de soutien

Afin de sensibiliser la société civile, il nous faudra la mobiliser. Cette mobilisation devrait passer par la constitution d'un groupe de soutien.

Ce groupe pourrait être constitué de représentants :  
du Ministère de la Réforme Administrative,



CENTRE PROFESSIONNEL DE MÉDIATION

de l'Association des Ombudsmans des Pays Arabes,
de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs du Bassin Méditerranéen,
Ainsi que des acteurs de la société civile
et du CPM.

La formulation de la clause insérée dans la Déclaration Ministérielle du nouveau
gouvernement stipulant l'intention de relancer la création d'un Médiateur de la
République et de tenir ainsi compte de l'intérêt primordial du citoyen, devra inciter
les citoyens, à tenir compte du contenu de cette loi qui stipule clairement que
l'intérêt du citoyen est sa raison d'être.

2) Comment la société civile pourra participer à l'établissement durable de l'Institution
de Médiateur de la République au Liban.

a) Le rôle du CPM :

i) Participation à la formation des délégués du Médiateur de la République

Il est prévu dans la loi de 2005 sur l'institution d'un Médiateur de la République, que
le Médiateur disposera de collaborateurs nommés par lui.

Lors du colloque, organisé en novembre 2009 par le CPM, le Médiateur de la
République Française a signalé que dès les premiers mois de son mandat, il a
organisé avec la totalité de ses collaborateurs, un séminaire sur l'indépendance et
l'éthique dans l'attitude du médiateur et de ses délégués.

Un centre de formation des collaborateurs des institutions de Médiateur de la
République ou Ombudsman a été crée à Rabat au Maroc. Et il est également prévu
qu'un autre centre sera constitué au Qatar.

Etant membre de l'Association des Ombudsmans de la Méditerranée, le CPM envoie
régulièrement des médiateurs afin de suivre à Rabat la formation spécifique des
collaborateurs du Médiateur de la République.

Les médiateurs sont formés aux :

- modes de saisine du Médiateur,
o délais de saisine,
o traitement des plaintes écrites (lettre fax)



- ou orales (lors d'un entretien avec le médiateur ou ses collaborateurs),
- ou encore **l'accueil et l'écoute** des citoyens.

Les médiateurs du CPM, déjà formés, pourront être au service des membres du bureau du Médiateur de la République afin de **participer à leur initiation**, non seulement aux techniques de la médiation administrative mais également aux outils de la médiation en général telles que **l'empathie, la reformulation et l'écoute active**.

En effet, l'écoute et le dialogue sont le premier pas vers la recherche d'une solution au différend et donc vers l'apaisement des tensions.

- ii) Le CPM pourra créer un lien actif avec le centre de formation de Rabat et une fois créé, avec celui du Qatar, afin d'établir une base de formation des médiateurs de la région.

Et pourquoi pas, œuvrer pour qu'un jour, un tel centre ait pour base le Liban ?

## b) Relais sur le terrain

- i) Traitement des dossiers

Dans le cadre des activités du centre professionnel de médiation, nous sommes saisis par les citoyens souhaitant trouver des solutions amiables à leurs différends. Il arrive que certains dossiers relèvent de **la compétence du Médiateur de la République** et non de médiateurs privés.

En cela, le CPM pourra être une sorte d'aiguilleur. Il aidera à informer et à sensibiliser les citoyens sur l'utilité de saisir l'Omdudsmen et à renvoyer les dossiers relevant du domaine administratif au service du Médiateur de la République.

Nous pourrions ainsi créer un lien direct avec l'institution en l'aidant à filtrer les dossiers.

- ii) L'intérêt d'installer des délégués au sein des prisons

L'expérience française dans ce domaine est intéressante. Le Médiateur de la République a mis en place des délégués au sein des prisons, car selon lui « **la privation de liberté ne doit pas s'accompagner de la privation des droits** ».



Ces délégués agissent de manière bénévole, ils bénéficient d'une formation adaptée et d'un appui à leur installation. Cette entreprise est organisée conjointement par l'administration pénitentiaire et le Médiateur de la République qui veillent parallèlement à l'information des détenus sur le rôle et les compétences des délégués.

Les réclamations concernent pour la majorité des cas des pertes d'objets personnels, d'accès aux soins, de transfert ou de renouvellements de documents administratifs.

Au Liban, nos problèmes sont dans un ordre plus grave. Nous constatons malheureusement que dans nos prisons, les violations des droits de l'homme et l'atteinte à la dignité humaine sont monnaie courante. Que ce soit par les actes de violences physiques et morales entre détenus ou entre détenus et gardiens ainsi que le non respect des règles d'hygiène, la surpopulation ou les cas de détention provisoire arbitraire. Le système déraile et accumule les injustices.

Pour cela et dès le mois d'avril 2010, le CPM mettra en place, un projet pilote aux seins des deux centres pénitenciers de Roumieh et de Barbar Khazen.

#### Ce projet comprendra :

- Des ateliers de sensibilisation à la médiation. Ces ateliers seront destinés aussi bien aux détenus qu'aux gardiens.
- Des bureaux de médiation qui seront créés avec des médiateurs de permanence. Ces médiateurs seront chargés de résoudre les conflits pouvant démarrer ou s'envenimer entre :
  - Détenus
  - Détenus et gardiens
  - Détenus et administration pénitentiaire (réclamations, perte d'objet, transfert)
  - Détenus et l'administration publique ou ambassades pour le renouvellement de papiers de séjours.

Notre action, une fois l'Institution de Médiateur de la République mise en place, sera d'être **un relais aux seins des prisons**. Les médiateurs y agissant pourraient être de véritables partenaires signalant des situations inévitables, voire contraires aux droits de l'Homme.

Ce travail sera effectué en collaboration avec des ONG libanaises œuvrant déjà en prison pour la protection des droits de l'homme et des droits des travailleurs migrants.



Car, il est primordial d'associer la société civile, ONG, institutions, associations qui constituent le secteur de la société civile à cette noble cause.

Elle sera le relais du Médiateur. Elle l'aidera à transmettre et à diffuser son message en permettant de faire remonter toute information utile sur les manquements de l'Etat de droit au représentant de l'institution la plus compétente en la matière : Le Médiateur de la République.

### c) Suivi des recommandations

En quoi la société civile peut jouer un rôle primordial ?

La réponse est dans les pouvoirs du Médiateur de la République.

En effet, les décisions du Médiateur de la République n'étant pas contraignantes, son pouvoir souffre de moyens exécutoires.

Toutefois, à défaut de réponse satisfaisante dans un certain délai, il se réserve le droit de présenter, dans son rapport spécial ou annuel, un résumé de l'affaire et les recommandations relatives. Les rapports du Médiateur sont publiés dans le journal officiel.

Ces rapports constituent donc **le seul moyen de pression** dont dispose le Médiateur contre une administration réticente.

En cela, le médiateur **n'est pas un pouvoir**, il n'a pas vocation à décider, il a vocation à être un **pouvoir d'influence et d'interpellation**.

Et c'est à ce niveau qu'interviennent la société civile et les médias qui pourront être utilisés comme une pression supplémentaire sur les administrations qui sont dénoncés en cas de non application des décisions.

La société civile doit être **l'esprit** de cette entreprise. Elle doit la soutenir et la faire exister et perdurer pour le bien de chacun d'entre nous. Pour la dignité de tout homme assujetti à un abus de pouvoir.

Et je termine par cette magnifique réflexion de Jean-Christophe Grangé : « Quand l'esprit croît, il accède déjà au pouvoir. Il est peut-être lui-même le pouvoir ».



## Assemblée générale

Distr. générale  
20 mars 2009

Solxante-troisième session  
Point 64, b, de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/63/430/Add.2)]

#### 63/169. Le rôle de l'ombudsman, du médiateur et des autres institutions nationales de défense des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant son attachement* aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>1</sup>,

*Réaffirmant* que les États Membres sont résolus, conformément à la Charte, à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales et à en assurer le respect, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinions politiques ou autres, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou d'autre condition,

*Rappelant* les principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, qu'elle avait approuvés dans sa résolution 48/134 du 20 décembre 1993 et qui y sont annexés,

*Considérant* le rôle que jouent, là où il en existe, l'ombudsman, homme ou femme, le médiateur et les autres institutions nationales de défense des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Soulignant* combien il importe que l'ombudsman, le médiateur et les autres institutions nationales de défense des droits de l'homme, là où il en existe, soient autonomes et indépendants pour pouvoir examiner toutes les questions entrant dans leur domaine de compétence,

*Considérant* le rôle que peuvent jouer l'ombudsman, le médiateur et les autres institutions nationales de défense des droits de l'homme pour promouvoir la bonne gouvernance dans les administrations publiques ainsi que pour améliorer leurs relations avec les citoyens et les services qu'elles leur dispensent,

*Considérant également* le rôle important que jouent, là où il en existe, l'ombudsman, le médiateur et les autres institutions nationales de défense des droits

<sup>1</sup> Résolution 217 A (III).

de l'homme dans l'instauration effective de l'état de droit et le respect des principes de la justice et de l'égalité,

*Soulignant* que ces institutions, là où il en existe, peuvent jouer un rôle important en donnant des conseils aux gouvernements sur la manière de mettre leur législation et leurs pratiques nationales en accord avec leurs obligations internationales relatives aux droits de l'homme,

*Soulignant également* l'importance de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme et rappelant le rôle que les associations régionales et internationales d'ombudsmans, de médiateurs et d'autres institutions nationales de défense des droits de l'homme jouent en faveur de cette coopération et de la mise en commun des meilleures pratiques,

1. *Engage* les États Membres :

a) À envisager de mettre en place des ombudsmans, médiateurs et autres institutions nationales de défense des droits de l'homme indépendants et autonomes ou de les renforcer là où ils existent ;

b) À mettre au point, le cas échéant, des mécanismes de coopération entre ces institutions, là où il en existe, pour leur permettre de coordonner leur action, d'obtenir de meilleurs résultats et d'échanger les leçons tirées de l'expérience ;

2. *Engage également* les États Membres :

a) À étudier la possibilité d'organiser des campagnes de communication, en collaboration avec les autres acteurs intéressés, en vue de faire mieux comprendre à l'opinion l'importance du rôle de l'ombudsman, du médiateur et des autres institutions nationales de défense des droits de l'homme ;

b) À envisager sérieusement de mettre à exécution les recommandations et propositions de leurs ombudsman, médiateur et autres institutions nationales de défense des droits de l'homme à l'effet de traiter les réclamations des plaignants conformément aux principes de la justice, de l'égalité et du respect de la légalité ;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-cinquième session, de l'application de la présente résolution ;

4. *Décide* d'examiner cette question à sa soixante-cinquième session.

70<sup>e</sup> séance plénière  
18 décembre 2008



## المنظمة العربية للأمم بدسمان

المنظمة العربية للأمم بدسمان منظمة إقليمية تسعى إلى دعم و ترسيخ الديمقراطية و إرساء دولة الحق و القانون و السلم الإجتماعى فى البلدان العربية و كذلك الحث على إحترام النصوص القانونية الوطنية و الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان و منها الإعلان العالمى لحقوق الإنسان بإعتبار

مؤسسات الأمم بدسمان ( ديوان المظالم أو الموفق الإدارى أو الوسيط أو المدافعين عن الشعب أو غيرها أيا كانت المسميات ) مؤسسات وطنية مستقلة تعمل من أجل نشر قيم العدل و الإنصاف و ضوابط سيادة القانون و إشاعة مبادئ الحكم الرشيد و المواطنة الصالحة و توحيد الجهود بين مختلف الفاعلين فى مجال نشر ثقافة الأمم بدسمان و الوساطة فى البلاد العربية و تنسيق عملهم و تبادل الخبرات فيما بينهم .

و تهدف المنظمة إلى ما يلى بشكل أساسى :

- 1 - التعريف بدور مؤسسات الأمم بدسمان بالبلدان العربية و إشاعة ثقافتها .
- 2 - تبادل المعلومات و التجارب بين أعضائها .
- 3 - تدريب العاملين بمؤسسات الأمم بدسمان و القائمين على مكاتب الشكاوى فى منظمات و جمعيات حقوق الإنسان .
- 4 - دعم و تشجيع الدراسات المتعلقة بنشاط المنظمة .
- 5 - تشجيع إنشاء مؤسسات للأمم بدسمان فى البلدان التى لا توجد بها مثل هذه المؤسسات و تقديم الدعم لها .
- 6 - تشجيع و نشر ثقافة حقوق الإنسان و سيادة القانون فى الدول العربية .

يتكون مجلس إدارة المنظمة من كل من :

السيد / محمد فائق - رئيس مكتب الأبودسمان بالمجلس المصرى لحقوق الإنسان - رئيسا للمنظمة

السيد / محمد العراقى - والى ديوان المظالم بالمملكة المغربية - نائبا أول للرئيس

السيد / عبد الإله الكردى - والى ديوان المظالم بالمملكة الأردنية - نائبا ثانيا للرئيس

السيد / محمد أبو زيد محمد- رئيس ديوان الحسبة بجمهورية السودان - أميننا للمال (أمين للصندوق)

السيدة / أليفة فاروق - الموفق الإدارى بجمهورية تونس - عضوا

العقوبات	المخالفات
<p>* الغرامة بين مليون ليرة لبنانية (٠.١٠٠,٠٠٠,٠٠٠) ومئة مليون ليرة لبنانية (٠.١٠٠,٠٠٠,٠٠٠,٠٠٠)</p> <p>و</p> <p>* الحبس من اسبوع الى سنة</p> <p>أو</p> <p>احدى هاتين العقوبتين.</p>	<p>في حال عدم وجود في هذا الباب احكام ترتب عقوبة لمخالفة احكام هذا القانون أو انظمته التطبيقية.</p>

### قانون وسيط الجمهورية

#### المادة الاولى:

١ - وسيط الجمهورية شخصية مستقلة لا تتلقى التعليمات من اي سلطة، وهو يتدخل ضمن الشروط المحددة في هذا القانون، لتسهيل التعامل مع الادارة والمساعدة على حل الخلافات الناجمة عن هذا التعامل.

يقصد في هذا القانون بكلمة الادارة اشخاص الحق العام واشخاص الحق الخاص الموكلة اليهم ادارة مرفق عام.

٢ - لوسيط الجمهورية جهاز معاون يختاره وفق الحاجة، كما له ان يسمي من بين جهازه المعاون من يمثله للقيام بمهام التنسيق بين الادارات الاقليمية والمواطنين.

٣ - مركز وسيط الجمهورية في بيروت وتشمل مهامه كافة الاراضي اللبنانية.

### قانون رقم ٦٦٤ وسيط الجمهورية

#### أقر مجلس النواب،

وينشر رئيس الجمهورية القانون التالي نصه:

#### مادة وحيدة:

صدق مشروع القانون الوارد بالمرسوم رقم ١٣٧٥٨ تاريخ ١١ كانون الاول ٢٠٠٤ والمتعلق بوسيط الجمهورية كما عدلته اللجان النيابية المشتركة.

- يعمل بهذا القانون فور نشره في الجريدة الرسمية.

بعيدا في ٤ شباط ٢٠٠٥

الامضاء: اميل لحود

صدر عن رئيس الجمهورية

رئيس مجلس الوزراء

الامضاء: عمر كرامي

رئيس مجلس الوزراء

الامضاء: عمر كرامي

## المادة الثانية:

١ - يعين وسيط الجمهورية لولاية اربع سنوات غير قابلة للتجديد، بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

٢ - ينبغي ان يكون الوسيط لبنانيا منذ عشر سنوات على الاقل، وقد اتم سن الخامسة والاربعين متمتعاً بحقوقه المدنية وغير محكوم عليه بجناية أو محاولة جنائية أو بجنحة شائنة أو بمحاولة جنحة شائنة، وان يكون حائزاً على اجازة جامعية عليا في القانون أو العلوم الادارية أو السياسية، وان يتمتع بخبرة عشرين سنة على الاقل في حقل اختصاصه أو ان يكون من كبار موظفي الدولة المتقاعدين أو الحاليين في الاسلاك القضائية أو الادارية أو الدبلوماسية والذين امضوا في الخدمة العامة اكثر من عشرين سنة، وان يكون مشهوداً له بالسمعة الحسنة والمناقبية الرفيعة والكفاءة المهنية.

٣ - تُنهي خدمات الوسيط بصورة مبكرة بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء في احدي الحالات التالية:

أ - بناء على طلبه الخطي.

ب - تعذر ممارسته لمهامه بسبب المرض.

ج - ارتكابه خطأ جسيماً اثناء ممارسته لمهامه شرط اثبات هذا الخطأ بموجب تقرير تضعه لجنة مؤلفة من الرئيس الاول لمحكمة التمييز رئيساً، وعضوية كل من رئيس مجلس شوري الدولة، ورئيس ديوان المحاسبة.

د - الحكم عليه بجناية أو بمحاولة جنائية أو بجنحة شائنة أو بمحاولة جنحة شائنة.

## المادة الثالثة:

١ - لا يجوز الجمع بين منصب الوسيط واي منصب ووظيفة ومهمة رسمية ومهنة خاصة مهما كما كانت.

٢ - كما لا يجوز للوسيط، قبل انقضاء سنتين على انتهاء ولايته، ان يرشح نفسه للانتخابات النيابية أو لأية هيئة بلدية أو لامركزية اخرى.

٣ - لا يحق للوسيط خلال مدة ولايته ابداء الرأي أو اعطاء الاستشارات في الامور التي يمكن ان تعرض عليه خارج اطار ممارسته لمهامه.

٤ - علي الوسيط ان يلتزم بعدم افشاء الاسرار التي يطلع عليها بحكم وظيفته ويبقى هذا الموجب قائماً بعد انتهاء ولايته.

## المادة الرابعة:

لا يمكن ملاحقة الوسيط بسبب الآراء التي يبديها والمتعلقة بممارسته مهامه أو بمعرضها.

## المادة الخامسة:

١ - يتلقى الوسيط الطلبات المقدمة من اي شخص طبيعي أو معنوي. ولا تقبل الطلبات المقدمة من جهة مجهولة الهوية.

٢ - على صاحب العلاقة ان يكون قد باشر بالمراجعات الادارية اللازمة ولم يحصل بعد مرور ثلاثة اشهر، على النتيجة المتوخاة. ولا تقبل الطلبات في المسائل المعروضة امام القضاء أو العالقة امام الادارة والتي ترقى الى اكثر من سنة تسبق تعيين اول وسيط وفق احكام هذا القانون.

٣ - يعود للوسيط ان يتدخل عفواً أو بناءً لطلب اي من النواب في المسائل التي تتعلق بالمصلحة العامة.

شاهد مواد  
المرسوم  
في ١٢/٢/٢٠٠٥  
من مرسوم  
رقم ١٢٠٠  
الصادر في  
البيروت  
التاريخ ١٢/٢/٢٠٠٥

يرأها ضرورية، أو التي ترتأي الإدارة المختصة تزويده بها.

٢ - يعمل الوسيط على معالجة كل من الطلبات الموجهة اليه عن طريق تقريب وجهات النظر بين صاحب الطلب والإدارة، وعقد اللقاءات بينهما لطرح الحلول الملائمة، والتقدم من الإدارة بالتوصيات التي يرى أنها قد تؤدي إلى معالجة الطلب المطروح أمامه، توخياً لتطبيق القانون، وعند غياب النص وفقاً لقواعد العدل والانصاف.

٣ - يمكن لوسيط الجمهورية ان يتقدم من الإدارة المعنية بتوصيات من شأنها تحسين سير العمل فيها وتطويره، كما يمكنه ان يوصي بتعديل النصوص القانونية والتنظيمية في حال رأى ان تطبيق بعض احكامها من شأنه ان يؤدي الى حالات غير عادلة ومنصفة.

٤ - يعود للوسيط ان يعلم الهيئات الرقابية المختصة في معرض قيامه بمهامه عن كل ما يراه خطأ أو تقصيراً أو تقاعساً من الموظفين أو العاملين أو من الإدارة المعنية، وعن كل ما يتعلق بتحسين سير العمل وتقدمه.

٥ - لوسيط الجمهورية ان يطلب من هيئة التشريع والاستشارات في وزارة العدل تزويده بالدراسات المناسبة.

#### المادة الثامنة:

١ - تقوم الإدارة بموجب تسهيل مهمة وسيط الجمهورية واعطاء التوجيهات الى موظفيها والعاملين فيها مهما كانت فئاتهم لتقديم جميع المعلومات والايضاحات والمستندات المطلوبة منه، وكذلك تسهيل مهمة الوسيط لجهة الاجتماع بهم

٤ - ان الخلافات التي تنشأ بين الإدارة من جهة وبين العاملين فيها من جهة ثانية لا يمكن ان تكون موضوع مراجعة امام وسيط الجمهورية.

٥ - تكون خدمات الوسيط مجانية، ولا تخضع لاي رسم أو طابع.

٦ - يمك الوسيط سجلاً خاصاً يدون فيه المراجعات المقدمة وخلصاً عن النتيجة التي آلت اليها، وتعطى لها ارقام تسلسلية.

#### المادة السادسة:

١ - لا يقطع الطلب المقدم الى الوسيط المهل القضائية.

٢ - يستمر عمل الوسيط بموازاة اية مراجعة ادارية أو قضائية عائدة لنفس موضوع الطلب.

٣ - لا يجوز لوسيط الجمهورية التدخل في مجريات دعوى عالقة امام السلطة القضائية، ولا الطعن في صحة حكم قضائي؛ الا انه في حال عدم تنفيذ حكم قضائي مبرم في مهلة معقولة يستطيع الوسيط دعوة الإدارة المعنية الى الانصياع للحكم في مهلة معقولة يترك له امر تحديدها، واذا لم تقترن هذه الدعوة بأية نتيجة، يصبح الامتناع عن تنفيذ الحكم القضائي موضوع تقرير خاص يرفع وفقاً للاصول المحددة في المادة التاسعة من هذا القانون وينشر في الجريدة الرسمية.

#### المادة السابعة:

١ - يعود للوسيط تقدير جدية الطلب وقانونيته، وله ان يطلب من الإدارة تقديم الايضاحات والتعليق على الطلب خلال مهلة يحددها وفقاً لكل حالة. كما له ان يطلب تزويده بالوثائق والمستندات التي

## أو الاستماع اليهم.

٢ - لا يمكن التذرع بوجه الوسيط بسرية المعلومات والمستندات، باستثناء تلك التي يحظر القانون صراحة نشرها أو الاطلاع عليها أو تداولها، وتلك التي تتعلق بالامن والدفاع الوطني.

٣ - تقوم الادارة المعنية بايلاغ وسيط الجمهورية بالاجراءات أو التدابير التي اتخذتها على اثر التوصيات التي وجهها اليها، وذلك في مهلة اقصاها شهرين على تقديم تلك التوصيات.

## المادة التاسعة:

١ - في حال سكوت الادارة أو عدم ايلاغها الوسيط جوابا مقنعا ضمن المهلة المحددة في المادة الثامنة اعلاه، يمكن للوسيط عندها تضمين تقريره الخاص أو السنوي موجز القضية وتوصياته بشأنها.

٢ - يضع الوسيط تقريرا سنويا وتقارير خاصة حول مواضيع هامة ويرفع نسخة عنها الى كل من رئيس الجمهورية ورئيس مجلس النواب ورئيس مجلس الوزراء، على ان تنشر تقارير الوسيط حكما في الجريدة الرسمية.

## المادة العاشرة:

١ - يعاون الوسيط جهاز تحدد وظائفه وعدد وحداته وشروط التعاقد عليها ومهامها والتعويضات العائدة لها بموجب نظام خاص يقترحه الوسيط ويرفعه الى الجهات المختصة لاقراءه، وينشر في الجريدة الرسمية.

٢ - يضع الوسيط سنويا مشروع موازنته، وتلحظ الاعتمادات المرصدة للوسيط، بما فيها مخصصاته والتعويضات العائدة للجهاز المعاون في بند خاص في

## موازنة رئاسة مجلس الوزراء.

٣ - تخضع حسابات الوسيط لرقابة ديوان المحاسبة المؤخر.

٤ - يودع الوسيط رئاسة المجلس الدستوري تصريحاً يتضمن كامل ذمته المالية، بما فيها الاموال المنقولة وغير المنقولة التي يملكها هو أو زوجته أو اولاده القاصرون في مهلة ثلاثة اشهر من تاريخ تعيينه. وهو يخضع لاحكام قانون الاثراء غير المشروع رقم ١٥٤ تاريخ ٢٧ كانون الاول ١٩٩٩.

## المادة الحادية عشرة:

تحدد عند الاقتضاء دقائق تطبيق هذا القانون بمراسيم تتخذ في مجلس الوزراء.

## المادة الثانية عشرة:

ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية ويعمل به فور نشره.

## قانون رقم ٦٦٥

## تعديل بعض احكام

المرسوم الاشتراعي رقم ١٠٢

تاريخ ١٦/٩/١٩٨٣

ووقف العمل بالقانون رقم ٣١٠

تاريخ ٣/٤/٢٠٠١

## المتعلقة بخدمة العلم

اقر مجلس النواب،

وينشر رئيس الجمهورية القانون التالي

نصه:

## المادة الاولى:

خلافا لاي نص اخر، تلغى خدمة العلم

٢٠٠٥/٢/١٠  
٢٠٠٥/٢/١٠

## قانون رقم ٦٦٤

صادر في ٤ شباط سنة ٢٠٠٥

## وسيط الجمهورية

اقر مجلس النواب،

وينشر رئيس الجمهورية القانون التالي نصه:

مادة وحيدة - صدق مشروع القانون الوارد بالمرسوم رقم ١٣٧٥٨ تاريخ ١١ كانون الاول ٢٠٠٤ والمتعلق بوسيط الجمهورية كما عدلته اللجان النيابية المشتركة.

- يعمل بهذا القانون فور نشره في الجريدة الرسمية.

بعيدا في ٤ شباط ٢٠٠٥

الامضاء: اميل لحود

نشر هذا القانون في عدد الجريدة الرسمية رقم ٦ تاريخ ٢٠٠٥/٢/١٠.

## قانون

## وسيط الجمهورية

المادة الاولى - ١ - وسيط الجمهورية شخصية مستقلة لا تتلقى التعليمات من اي سلطة، وهو يتدخل ضمن الشروط المحددة في هذا القانون، لتسهيل التعامل مع الإدارة والمساعدة على حل الخلافات الناجمة عن هذا التعامل.

يقصد في هذا القانون بكلمة الإدارة اشخاص الحق العام واشخاص الحق الخاص الموكلة اليهم ادارة مرفق عام.

٢ - لوسيط الجمهورية جهاز معاون يختاره وفق الحاجة، كما له ان يسمي من بين جهازه المعاون من يمثله للقيام بمهام التنسيق بين الادارات الاقليمية والمواطنين.

٣ - مركز وسيط الجمهورية في بيروت وتشمل مهامه كافة الاراضي اللبنانية.

المادة ٢ - ١ - يعين وسيط الجمهورية لولاية اربع سنوات غير قابلة للتجديد، بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

٢ - ينبغي ان يكون الوسيط لبنانيا منذ عشر سنوات على الاقل، وقد اتم سن الخامسة والاربعين متمتعاً بحقوقه المدنية وغير محكوم عليه بجناية أو محاولة جناية أو بجنحة شائنة

أو بمحاولة جنحة شائنة، وان يكون حائزا على اجازة جامعية عليا في القانون أو العلوم الادارية أو السياسية، وان يتمتع بخبرة عشرين سنة على الاقل في حقل اختصاصه أو ان يكون من كبار موظفي الدولة المتقاعدين أو الحاليين في الاسلاك القضائية أو الادارية أو الدبلوماسية والذين امضوا في الخدمة العامة اكثر من عشرين سنة، وان يكون مشهودا له بالسمة الحسنة والمناقبية الرفيعة والكفاءة المهنية.

٣ - تتهي خدمات الوسيط بصورة مبكرة بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء في احدى الحالات التالية:

أ - بناء على طلبه الخطي.

ب - تعذر ممارسته لمهامه بسبب المرض.

ج - ارتكابه خطأ جسيما اثناء ممارسته لمهامه شرط اثبات هذا الخطأ بموجب تقرير تضعه لجنة مؤلفة من الرئيس الاول لمحكمة التمييز رئيسا، وعضوية كل من رئيس مجلس شوري الدولة، ورئيس ديوان المحاسبة.

د - الحكم عليه بجناية أو بمحاولة جناية أو بجنحة شائنة أو بمحاولة جنحة شائنة.

المادة ٣ - ١ - لا يجوز الجمع بين منصب الوسيط واي منصب ووظيفة ومهمة رسمية ومهنة خاصة مهما كانت.

٢ - كما لا يجوز للوسيط، قبل انقضاء سنتين على انتهاء ولايته، ان يرشح نفسه للانتخابات النيابية أو لأية هيئة بلدية أو لامركزية اخرى.

٣ - لا يحق للوسيط خلال مدة ولايته ابداء الرأي أو اعطاء الاستشارات في الامور التي يمكن ان تعرض عليه خارج اطار ممارسته لمهامه.

٤ - على الوسيط ان يلتزم بعدم افشاء الاسرار التي يطلع عليها بحكم وظيفته ويبقى هذا الموجب قائما بعد انتهاء ولايته.

المادة ٤ - لا يمكن ملاحقة الوسيط بسبب الآراء التي يبديها والمتعلقة بممارسته مهامه بمعرضها.

المادة ٥ - ١ - يتلقى الوسيط الطلبات المقدمة من اي شخص طبيعي أو معنوي. ولا تقبل الطلبات المقدمة من جهة مجهولة الهوية.

رئاسة الجمهورية

٢ - على صاحب العلاقة ان يكون قد باشر بالمراجعات الادارية اللازمة ولم يحصل بعد مرور ثلاثة اشهر، على النتيجة المتوخاة. ولا تقبل الطلبات في المسائل المعروضة امام القضاء أو العالقة امام الادارة والتي ترقى الى اكثر من سنة تسبق تعيين اول وسيط وفق احكام هذا القانون.

٣ - يعود للوسيط ان يتدخل عفوا أو بناء لطلب اي من النواب في المسائل التي تتعلق بالمصلحة العامة.

٤ - ان الخلافات التي تنشأ بين الادارة من جهة وبين العاملين فيها من جهة ثانية لا يمكن ان تكون موضوع مراجعة امام وسيط الجمهورية.

٥ - تكون خدمات الوسيط مجانية، ولا تخضع لاي رسم أو طابع.

٦ - يمسك الوسيط سجلا خاصا يدون فيه المراجعات المقدمة وخالصة عن النتيجة التي آلت اليها، وتعطى لها ارقام تسلسلية.

المادة ٦ - ١ - لا يقطع الطلب المقدم الى الوسيط المهل القضائية.

٢ - يستمر عمل الوسيط بموازاة اية مراجعة ادارية أو قضائية عائدة لنفس موضوع الطلب.

٣ - لا يجوز لوسيط الجمهورية التدخل في مجريات دعوى عالقة امام السلطة القضائية، ولا الطعن في صحة حكم قضائي؛ الا انه في حال عدم تنفيذ حكم قضائي مبرم في مهلة معقولة يستطيع الوسيط دعوة الادارة المعنية الى الانصياع للحكم في مهلة معقولة يترك له امر تحديدها، واذا لم تقترن هذه الدعوة بأية نتيجة، يصبح الامتناع عن تنفيذ الحكم القضائي موضوع تقرير خاص يرفع وفقا للاصول المحددة في المادة التاسعة من هذا القانون وينشر في الجريدة الرسمية.

المادة ٧ - ١ - يعود للوسيط تقدير جدية الطلب وقانونيته، وله ان يطلب من الادارة تقديم الايضاحات والتعليق على الطلب خلال مهلة يحددها وفقا لكل حالة. كما له ان يطلب تزويده بالوثائق والمستندات التي يراها ضرورية، أو التي ترتأي الادارة المختصة تزويده بها.

٢ - يعمل الوسيط على معالجة كل من الطلبات الموجهة اليه عن طريق تقريب وجهات النظر بين صاحب الطلب والادارة، وعقد اللقاءات بينهما لطرح الحلول الملائمة، والتقدم من الادارة بالتوصيات التي يرى انها قد تؤدي الى معالجة الطلب المطروح امامه؛ توخيا لتطبيق القانون، وعند غياب النص فوفقا لقواعد العدل والانصاف.

٣ - يمكن لوسيط الجمهورية ان يتقدم من الادارة المعنية بتوصيات من شأنها تحسين سير العمل فيها وتطويره، كما يمكنه ان يوصي بتعديل النصوص القانونية والتنظيمية في حال رأى ان تطبيق بعض احكامها من شأنه ان يؤدي الى حالات غير عادلة ومنصفة.

٤ - يعود للوسيط ان يعلم الهيئات الرقابية المختصة في معرض قيامه بمهامه عن كل ما يراه خطأ أو تقصيرا أو تقاعسا من الموظفين أو العاملين أو من الادارة المعنية، وعن كل ما يتعلق بتحسين سير العمل وتقديمه.

٥ - لوسيط الجمهورية ان يطلب من هيئة التشريع والاستشارات في وزارة العدل تزويده بالدراسات المناسبة.

المادة ٨ - ١ - تقوم الادارة بموجب تسهيل مهمة وسيط الجمهورية واعطاء التوجيهات الى موظفيها والعاملين فيها مهما كانت فئاتهم لتقديم جميع المعلومات والايضاحات والمستندات المطلوبة منه، وكذلك تسهيل مهمة الوسيط لجهة الاجتماع بهم أو الاستماع اليهم.

٢ - لا يمكن التذرع بوجه الوسيط بسرية المعلومات والمستندات، باستثناء تلك التي يحظر القانون صراحة نشرها أو الاطلاع عليها أو تداولها، وتلك التي تتعلق بالامن والدفاع الوطني.

٣ - تقوم الادارة المعنية بابلاغ وسيط الجمهورية بالاجراءات أو التدابير التي اتخذتها على اثر التوصيات التي وجهها اليها، وذلك في مهلة اقصاها شهرين على تقديم تلك التوصيات.

المادة ٩ - ١ - في حال سكوت الادارة أو عدم ابلاغها الوسيط جوابا مقنعا ضمن المهلة المحددة في المادة الثامنة اعلاه، يمكن للوسيط عندها تضمين تقريره الخاص أو السنوي موجز القضية وتوصياته بشأنها.



٢ - يضع الوسيط تقريراً سنوياً وتقارير خاصة حول مواضيع هامة ويرفع نسخة عنها الى كل من رئيس الجمهورية ورئيس مجلس النواب ورئيس مجلس الوزراء، على ان تنشر تقارير الوسيط حكماً في الجريدة الرسمية.

المادة ١٠ - ١ - يعاون الوسيط جهاز تحدد وظائفه وعدد وحداته وشروط التعاقد عليها ومهامها والتعويضات العائدة لها بموجب نظام خاص يقترحه الوسيط ويرفعه الى الجهات المختصة لقراره، وينشر في الجريدة الرسمية.

٢ - يضع الوسيط سنوياً مشروع موازنته، وتلحظ الاعتمادات المرصدة للوسيط، بما فيها مخصصاته والتعويضات العائدة للجهاز المعاون في بند خاص في موازنة رئاسة مجلس الوزراء.

٣ - تخضع حسابات الوسيط لرقابة ديوان المحاسبة المؤخر.

٤ - يودع الوسيط رئاسة المجلس الدستوري تصريحاً يتضمن كامل ذمته المالية، بما فيها الاموال المنقولة وغير المنقولة التي يملكها هو أو زوجته أو اولاده القاصرون في مهلة ثلاثة اشهر من تاريخ تعيينه. وهو يخضع لاحكام قانون الاثراء غير المشروع رقم ١٥٤ تاريخ ٢٧ كانون الاول ١٩٩٩.

المادة ١١ - تحدد عند الاقتضاء دقائق تطبيق هذا القانون بمراسيم تتخذ في مجلس الوزراء.

المادة ١٢ - ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية ويعمل به فور نشره.

From: Charbel Sarkis  
Sent: Monday, May 17, 2010 6:36 AM  
To: Everybody

# النقد

24046 العدد - 77 السنة - 2010 أيار 17 الاثنين

أدخله العثمانيون واقتبسه الأسوجيون مطلع القرن الـ18 وتلقفه لبنان العام 1973 وسيط الجمهورية تعلق عليه آمال المواطنين ومراسيمه التطبيقية معلقة إلى حين

منذ عقود طويلة والحكومات المتعاقبة تحاول وضع لبنات الإصلاح الإداري في لبنان ولم تسجل نجاحات باهرة في هذا الصدد رغم ان محاولات جديّة بدأت منتصف القرن الفائت، وتحديدًا مع التجربة الشهابية وملحقاتها التي وضعت الاسس الصحيحة لهذا الإصلاح في محاولة لمأسسة العمل الإداري وترشيد الإدارة العامة. إلا ان راند هذه التجربة، الرئيس شهاب، إعتترف بصعوبة تحقيق الإصلاح بسبب التركيبة الطائفية والمذهبية المتحكمة بالبلاد والعباد. وفي 1973 سجلت سابقة في تاريخ الإصلاح الإداري عبر مشروع قانون يتعلق بإنشاء مكتب المراجعات للمعاملات الإدارية، ولم يبصر هذا القانون النور لاسباب عدة. وشكلت هذه المحاولة سابقة في الجمهورية اللبنانية لأنها هدفت الى تكريس وسيط الجمهورية. يشكل إنجاز المعاملات الإدارية أرقًا لا بأس به للمواطن اللبناني "العادي وغير المدعوم" والامثلة على ذلك لا تعد ولا تحصى. وفي العام 2005 توسّم اللبنانيون خيرًا مع إقرار مجلس النواب قانون وسيط الجمهورية، بعد أكثر من ثلاثة عقود على اول محاولة جديّة للإصلاح الإداري في لبنان (من دون إغفال مرحلة مأسسة الدولة في عهد الرئيس الراحل اللواء فؤاد شهاب) وتحديدًا في عهد الرئيس الراحل سليمان فرنجية، بعد تكليف وزير الدولة لشؤون الإصلاح الإداري الراحل علي الخليل في حكومة الرئيس نقي الدين الصلح آنذاك لجنة قانونية رباعية لمحاكاة التجربة الفرنسية في وسيط الجمهورية، علماً ان السلطنة العثمانية كانت السبّاقة في هذه التجربة، والتي نقلها أسوجيون الى بلادهم مطلع القرن الثامن عشر. لكن ما هي الصعوبات التي تعترض مباشرة الوسيط عمله بعد اصدار القانون 664 وما هي مهمات هذا الوسيط؟

## وسيط الجمهورية: الاصول العثمانية

شاءت الصدفة التاريخية ان تتزامن اقامة الملك الأسوجي شارل السابع على اراضي الأمبراطورية العثمانية بعد هزيمته امام روسيا القيصريّة في العام 1709 مع مشروع السلطنة العثمانية تطبيق فكرة ما عرف لاحقًا بوسيط الجمهورية. فاعجب الملك شارل بالتجربة ونقلها الى بلاده في العام 1713، لتتكرس لاحقًا في الدستور الأسوجي بعد قرن من الزمن.

ويوضح استاذ الدراسات العليا في كلية الحقوق في الجامعة اللبنانية الدكتور والمحامي محيي الدين القيسي: "ان الدولة العثمانية عبر ما كان يسمى الوزير الكبير (Le grand vizir) الذي كان يتلقى شكاوى الرعايا ويساعد على حلها مع الإدارة المعنية. إلا ان مؤسسة الوسيط (او الوكيل او المفوض) Ombudsman التي انشئت في أسوج في العام 1713 واعيد تنظيمها في الدستور الأسوجي في العام 1809 إذ نص على انشاء جهاز يعمل لحساب البرلمان تكون مهمته مراقبة الموظفين ومدى احترامهم للنصوص القانونية والتنظيمية. وقد انتشرت فكرة Ombudsman في مختلف انحاء العالم واطلقت عليها تسميات عديدة، منها المفوض البرلماني لدى الإدارة (بريطانيا) وسيط الجمهورية (فرنسا) Médiateur، حامي المواطن (كيبك - كندا)، ديوان المظالم (المغرب) ومحامي الشعب (النمسا) وغيرها من التسميات.

القيسي: مشروع "الوسيط"

## أنجز في العام 1973

في لبنان تجرأت حكومة الرئيس الراحل تقي الدين الصلح في عهد الرئيس الراحل سليمان فرنجية على محاكاة تجربة وسيط الجمهورية، وأنجز وزير الدولة للإصلاح الإداري عامذاك الراحل علي الخليل، وبمعاونة 4 مستشارين هم: وزير الخارجية السابق ورئيس جامعة البلمند ايلي سالم، وعميد طلبة الجامعة الأميركية في بيروت مارون كسرواني وأستاذ قانون العمل في الجامعة اللبنانية عبد السلام شعيب والدكتور القيسي. ويشير الأخير الى انجاز مشروع انشاء مكتب المراجعات للمعاملات الادارية Ombudsman وتكون مهماته تلقي المراجعات من المواطنين والعمل لدى ادارات الدولة ومؤسساتها لتسهيل اعمالهم وازالة الغبن اللاحق بهم. ويعتمد هذا المشروع على اعتبار رؤساء الوحدات الادارية مسؤولين عن كل تأخير او تدمير يتعلق بادارتهم".

ويضيف: "تبين ان هذا المشروع لا يكتمل الا مع مشروع تبسيط المعاملات واختصار مراحلها وتعيين طرق سيرها وتحديد مهل انجازها وفقا للتعميم الرقم 3 لسنة 1973 الصادر عن رئاسة مجلس الوزراء. فالمعاملة التي يمكن ان تنتهي بست مراحل وستة تواريخ مثلا لا يجوز ان تقطع سنتين مرحلة او سنتين توفيقا او اكثر". وبعد نحو عقدين جرت محاولات اخرى لتفعيل هذا المشروع والولوج الى وسيط الجمهورية، في العام 1995 في لجنة تحديث القوانين برئاسة وزير العدل السابق بهيج طيارة اقتراح تسمية النيابة العامة الادارية او المكتب المركزي للمراجعات الادارية.

تجدر الاشارة الى أن عدم معالجة طرق إنجاز المعاملات واختصار مراحلها ليس السبب الوحيد في تعقيد سير هذه المعاملات، فالامر يرتبط بالتركيب الطوائفية والمذهبية ومفرداته المتجلية بالتغطية السياسية التي يتمتع بها الموظفون. وهؤلاء عادة ما يتم توظيفهم ضمن محاصصات مذهبية وطائفية وبالتالي يدينون بالولاء للمرجعية السياسية صاحب "الأمر والنهي" وايضا يتصرفون في غالب الأحيان انطلاقا من هذه الاعتبارات. ومن جهة ثانية تعمل المرجعيات السياسية على تأمين استمرارهم في وظائفهم وتبقى الإدارات العامة رهينة هذه الدائرة المفرغة والتي لا يبدو ان كسرهما بالأمر المتيسر في المدى المنظور.

### وسيط الجمهورية:

#### تعيين ولا تمديد

بعد اكثر من ثلاثة عقود على تجربة حكومة الصلح ومستشاري الوزير الخليل، اضافة الى خطابات القسم لبعض رؤساء الجمهورية، وخصوصاً الرئيس السابق اميل لحود سلك قانون وسيط الجمهورية طريقه الى البرلمان وافر في العام 2005.

ويقول القيسي: "اعتمد لبنان التسمية الفرنسية (وسيط الجمهورية) في القانون الرقم 664 تاريخ 4 شباط 2005 (نشر في الجريدة الرسمية في 2005/2/10) حيث عرفته المادة الاولى بما يأتي: "وسيط الجمهورية شخصية مستقلة لا تتلقى التعليمات من اي سلطة، وهو يتدخل ضمن الشروط المحددة في هذا القانون لتسهيل التعامل مع الادارة والمساعدة على حل الخلافات الناجمة عن هذا التعامل" ويقصد في هذا القانون الادارة اشخاص الحق العام (الدولة - البلديات - المؤسسات العامة) واشخاص الحق الخاص الموكلة اليهم ادارة مرفق عام (شركة خاصة منوط بها ادارة مرفق عام مثلا). وعليه، فان وسيط الجمهورية هو مدخل حقيقي للإصلاح الاداري في لبنان.

ويعين وسيط الجمهورية لولاية اربع سنوات غير قابلة للتجديد بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء. (اي انه لا يعين من قبل البرلمان ولا يعمل لحساب البرلمان).

علما انه لا يجوز الجمع ما بين منصب الوسيط واي منصب ووظيفة ومهمة رسمية ومهنة خاصة مهما كانت. (بمعنى انه لا يمكن ان يكون وزيرا او نائبا او قاضيا ممارسا او موظفا حكوميا او سفيرا او محاميا ممارسا او طبيبا او مهندسا... الخ)

ويحظر على الوسيط، قبل انقضاء سنتين على انتهاء ولايته ان يرشح نفسه للانتخابات النيابية او لاية هيئة بلدية او لامركزية اخرى". الا ان الخلاف المتوقع في بلد الطوائف والمذاهب سيتمحور حول ملة الوسيط ومن الجهة السياسية التي ستضيف هذا المركز الإداري الى لائحة "مكاسبها".

إذا أقر القانون 664 وسيط الجمهورية للمحافظة على استقلالية الاخير وعدم انغماسه في السياسة التي غالبا ما دخلت في مسألة ادارية الا وأفسدتها. لكن كيف يقوم الوسيط بمهامه وما هي اصول مراجعته؟

### القطاع العام:

#### ساحة عمل الوسيط

رغم هجمة العولمة بعد المرحلة الثالثة للبيبرالية (بوش - بليز) والجموح نحو الخصخصة و"تغنيج" القطاع

الخاص، يظل القطاع العام العمود الفقري الأساسي للدولة ومراة لممارستها سلطة الإكراه المشروع بمختلف أوجهه، وبالتالي تعاضمت العلاقة ما بين المواطنين والإدارات العامة، وما يستتبع ذلك من تعقيدات وسط سيطرة البيروقراطية والدخول في متاهات الروتين الإداري. إلا ان علاقة المواطن بالإدارات العامة لا تخضع للأهواء او الإيرادات، لأنها ملاحقة للأفراد منذ ولادتهم، وصولاً الى تسليمهم بارادة الخالق وما بينهما من تفاصيل تطول كل نواحي الحياة ولا يمكن تصور استمرار الحياة من دون اللجوء الى الإدارات العامة، من الحصول على وثيقة الولادة، وصولاً الى تنظيم الورثة وحصر الإرث... لهذه الأسباب وغيرها انصب الاهتمام على مهمات وسيط الجمهورية وبلخصها القيسي: "يتلقى الوسيط الطلبات المقدمة من اي شخص، طبيعي او معنوي، على ان يكون صاحب العلاقة قد باشر بالمراجعات الادارية اللازمة ولم يحصل بعد مرور ثلاثة اشهر على النتيجة المتوخاة.

يعمل الوسيط على معالجة كل من الطلبات الموجهة اليه عن طريق تقريب وجهات النظر ما بين صاحب الطلب والادارة وعقد اللقاءات بينهما لطرح الحلول الملائمة والتقدم من الادارة بالتوصيات التي يرى انها تؤدي الى معالجة الطلب المطروح امامه توخياً لتطبيق القانون والانظمة، وعند غياب النص فوقاً لقواعد العدل والانصاف.

كما يمكن للوسيط ان يتقدم من الادارة المعنية بتوصيات من شأنها تحسين سير العمل فيها وتطويره، كذلك يمكنه ان يوصي بتعديل النصوص القانونية والتنظيمية في حال رأى ان تطبيق بعض احكامها من شأنه ان يؤدي الى حالات غير عادلة او غير منصفة. ويعود للوسيط ان يعلم الهيئات الرقابية المختصة (النقطة المركزية - ديوان المحاسبة - مجلس الخدمة المدنية... الخ) في معرض قيامه بمهامه عن كل ما يراه خطأ او تقصيراً او تقاعساً من الموظفين او من العاملين او من الادارة المعنية عن كل ما يتعلق بتحسين سير العمل وتقديمه".

### الوسيط: لا تدخل في القضاء...

حرصاً على مبدأ فصل السلطات الذي ينص عليه الدستور اللبناني نأى القانون 664 عن الوسيط التدخل في عمل القضاء، وبطبيعة الحال لا يمكن للقانون ان يخالف الدستور والا طعن به امام المجلس الدستوري لمخالفة الدستورية، وهذه من ابرز مهمات المجلس الدستوري والتي تتجسد في رقبته على دستورية القوانين، علماً انه لا تقبل الطلبات في المسائل المعروضة امام القضاء او العالقة امام الادارة، والتي تعود الى اكثر من سنة تسبق تعيين اول وسيط للجمهورية.

ولكن يعود للوسيط ان يتدخل، عفواً او بناء لطلب احد النواب، في المسائل التي تتعلق بالمصلحة العامة. ان خدمات الوسيط مجانية ولا تخضع لاي رسم او طابع.

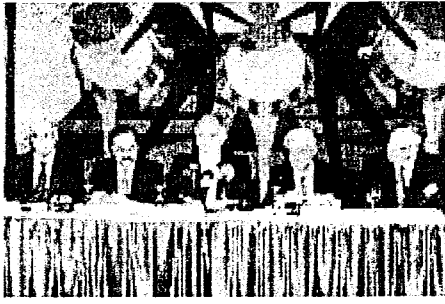
ولا بد من الاشارة الى ان الخلافات التي تنشأ ما بين الادارة من جهة والعاملين فيها من جهة ثانية لا يمكن ان تكون موضوع مراجعة امام وسيط الجمهورية. ويضيف القيسي: "ان كان الوسيط لا يتدخل في شؤون القضاء او في مجريات دعوى عالقة امام السلطة القضائية، الا انه في حال عدم تنفيذ حكم قضائي مبرم (عدلي او اداري) في مهلة معقولة *délai raisonnable* يستطيع دعوة الادارة المعنية الى الانصياع للحكم في مهلة معقولة يترك له امر تحديدها. واذا لم تقترن هذه الدعوة بأية نتيجة، يصبح الامتناع عن تنفيذ الحكم القضائي موضوع تقرير خاص يرفع وفقاً للاصول الى كل من رئيس الجمهورية ورئيس مجلس النواب ورئيس مجلس الوزراء وينشر في الجريدة الرسمية. علماً ان نظام مجلس شوري الدولة المعدل بالقانون الرقم 259 تاريخ 1993/10/6 ينص في المادة 93 على ان احكام مجلس شوري الدولة ملزمة للادارة. وعلى السلطات الادارية ان تنفذ بالحالات القانونية كما وضعتها هذه الاحكام. وعلى الشخص المعنوي من القانون العام ان ينفذ، في مهلة معقولة، الاحكام المبرمة الصادرة عن مجلس شوري الدولة تحت طائلة المسؤولية. واذا تأخر عن التنفيذ من دون سبب، يمكن، بناء على طلب المتضرر، الحكم بالزامه دفع غرامة اكرهية يقدرها مجلس شوري الدولة وتبقى سارية حتى تنفيذ الحكم. كل موظف يستعمل سلطته او نفوذه مباشرة او غير مباشرة ليعوق او يؤخر تنفيذ القرار القضائي يعرّم امام ديوان المحاسبة بما لا يقل عن راتب ثلاثة اشهر ولا يزيد عن راتب ستة اشهر".

وفي السياق لا تزال الحكومات المتعاقبة تحجم عن تطبيق احكام مجلس شوري الدولة، خصوصاً تلك المتعلقة بابطال مراسيم وضع بعض المديرين العاملين بالتصرف واعادتهم الى وظائفهم او وظائف مماثلة في حال عدم شغورها. ومن ابرز الثغرات التي تنسف معادلة "دولة المؤسسات والقانون من جهة، احترام استقلالية القضاء وتنفيذ قراراته من جهة ثانية"، اضافة الى ان تنفيذ الإدارة (الحكومة) هذه القرارات في مهلة معقولة بحسن القضاء، والأخير يشكل "عماد دولة القانون والمؤسسات"، لكن السؤال هل يمكن ان تكون المهلة المعقولة سنوات عدة، علماً ان العرف يقضي بتضييق هذه المهلة وعدم تجاوزها احياناً مهلة الـ

From: newsletter@omsar.gov.lb  
 Sent: Tuesday, April 06, 2010 5:41 PM  
 To: Rahif HajjAli  
 Subject: Ombudsman Workshop Recommendations

	<p><b>Republic of Lebanon</b>        Office of the Ministry of State for Administrative Reform        Week in Review - Issue 62, April 2010</p>	<p><b>الجمهورية اللبنانية</b>        مكتب وزير الدولة لشؤون الإصلاح الإداري        الأسبوع في المراجعة - العدد 62، نيسان 2010</p>
--	---	---

البيانات الصادرة عن ورشة عمل وسيط الجمهورية التي نظّمها مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية بالتعاون مع المنظمة العربية للامبودسمان



تحت عنوان "تجربة الامبودسمان في الدول العربية"

بالتعاون والتنسيق بين وراه الدولة لشؤون التنمية الإدارية والمنظمة العربية للامبودسمان، عقدت في فندق البريستول ورشة عمل برعاية وحضور الوزير محمد فتنيش للإطلاع على تجربة وسيط الجمهورية في الدول العربية.

شارك في الورشة رئيس المنظمة العربية للامبودسمان معالي الأستاذ محمد فائق، وأمين عام ديوان المطالم في المغرب الأستاذ عبد الله شهيد، ومقرر لجنة حقوق الإنسان النائب غسان مخبير، ورئيس مجلس شورى الدولة القاضي شكري صادر، ورئيس هيئة التشريع والإستشارات بالإناية القاضي أنطوان بريدي، ورؤساء الهيئات الرقابية، ورئيس مجلس الخدمة المدنية معالي الدكتور خالد قباني، ورئيس التفيتش المركزي القاضي جورج عواد، ومدير عام الأبحاث والتوجيه السيدة ناديا مراد، والقاضي عبد الرضا ناصر ممثل رئيس ديوان المحاسبة، وممثلين عن نقابة المحامين وجمعيات المجتمع المدني.

وفي ضوء المداخلات التي قدمها المحاضرون، وبنتيجة المناقشات والمداولات، تم التأكيد على عدد من التوصيات التي التقى حولها المشاركون في ورشة العمل، والتي يمكن عرضها على النحو التالي:

التأكيد على أهمية دور الامبودسمان في الدفاع عن المواطن عند تقاعس الإدارة أو بطنها في تلبية حقوقه، أو عندما تلحق به غيباً أو ظلماً، بما يساهم في تحسين العلاقات اليومية بين الإدارات والهيئات الحكومية على اختلافها من جهة والمواطنين من جهة ثانية، فالامبودسمان هو ضمانته للحريات العامة ولحقوق المواطن.

التشديد على تطبيق قانون وسيط الجمهورية رقم 644 تاريخ 2005/2/4 دون إبطاء، حيث لا حاجة لإعداد مرسوم تطبيقي للقانون، والتمني على وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية العمل على طرح موضوع تعيين الامبودسمان ضمن سلة التعيينات الإدارية، مع التأكيد على استقلالية الامبودسمان بما يؤمن له الحصانة اللازمة للدور الملقى على عاتقه للعمل بفعالية مستفيداً من ثقة الجمهور به.

ضرورة تعبئة المجتمع المدني لتأمين الدعم اللازم للامبودسمان من خلال تشكيل هيئة دعم مشكّلة من الناشطين في حقوق الإنسان، ومن حقوقيين وأكاديميين، وإطلاق حملة توعوية وتحسيس حول دوره ومسؤولياته.

إعطاء أقصى العناية لموضوع تدريب الجواز معاون للامبودسمان، لتزويده بالمهارات والخبرات اللازمة التي تمكّنه من التعاطي مع شكاوى المواطنين بفعالية والاستماع إليهم بجدية واحترام واقتراف الحلول الملائمة لمعالجة شكاويهم. ويمكن في هذا المجال التعاون مع مركز التدريب التابع للمنظمة العربية للامبودسمان في الرباط - مراكش، ومع المركز المهني للوساطة في الجامعة اليسوعية.

التوقيعات  
بشما

تسجيل المشاركين.	10:00 - 9:30
كلمة ترحيب يلقيها معالي وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية الأستاذ محمد فنيش.	10:15 - 10:00
كلمة الأستاذ غسان مخيبر حول قانون وسيط الجمهورية في لبنان.	10:30 - 10:15
مداخلة الأستاذ محمد فائق، رئيس المنظمة العربية للأمبودسمان ووزير أسبق للإعلام والشؤون الخارجية في مصر ➤ حول دور المنظمة في تدعيم الروابط بين مؤسسات الأمبودسمان العربية وتبادل الخبرات وتقديم الدعم الفني لها.	10:45 - 10:30
<b>استراحة</b>	<b>11:15 - 10:45</b>
مداخلة الأستاذ عبد الله شهيد، أمين عام ديوان المظالم بالمغرب ➤ حول تجربة ديوان المظالم في المغرب.	11:30 - 11:15
مداخلة الدكتور نور فرحات، من المنظمة العربية للأمبودسمان ➤ حول الجوانب القانونية للأمبودسمان.	11:45 - 11:30
مداخلة السيدة جوانا هوارى، رئيسة مركز الوساطة في جامعة القديس يوسف ➤ حول دور القطاع الخاص في دعم وسيط الجمهورية.	12:00 - 11:45
مداخلة الأستاذ فادي صعب، أمين سر الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية ➤ حول أهمية تفعيل الشراكة مع المجتمع المدني لتطبيق أحكام قانون وسيط الجمهورية ومبادرات الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية في هذا المجال.	12:15 - 12:00
<b>مناقشة المداخلات</b>	<b>12:45 - 12:15</b>
إختتام ورشة العمل: التوصيات والمقترحات.	13:15 - 12:45
حفل غداء يقيمه معالي الأستاذ محمد فنيش على شرف المشاركين. (مطعم ال Roof)	13:15

13:15  
بشما

## التوصيات الصادرة عن ورشة عمل وسيط الجمهورية

بيروت في 2010/3/17

بالتعاون والتنسيق بين وزارة الدولة لشؤون التنمية الإدارية والمنظمة العربية للأبودسمن، عقدت ورشة عمل في فندق البريستول برعاية وحضور الوزير محمد فنيش للإطلاع على تجربة وسيط الجمهورية في الدول العربية.

شارك في الورشة رئيس المنظمة العربية للأبودسمن معالي الأستاذ محمد فائق، وأمين عام ديوان المظالم في المغرب الأستاذ عبد الله شهيد، ومقرر لجنة حقوق الإنسان النائب غسان مخبير، ورئيس مجلس شورى الدولة القاضي شكري صادر، ورئيس هيئة التشريع والإستشارات بالإنابة القاضي انطوان بريدي، ورؤساء الهيئات الرقابية، ورئيس مجلس الخدمة المدنية معالي الدكتور خالد قباني، ورئيس التفقيش المركزي القاضي جورج عواد، ومدير عام الأبحاث والتوجيه السيدة ناديا مراد، والقاضي عبد الرضا ناصر ممثل رئيس ديوان المحاسبة، وممثلين عن نقابة المحامين وجمعيات المجتمع المدني.

وفي ضوء المداخلات التي قدمها المحاضرون، وبنتيجة المناقشات والمداولات، تمّ التأكيد على عدد من التوصيات التي التقى حولها المشاركون في ورشة العمل، والتي يمكن عرضها على النحو التالي:

- التأكيد على أهمية دور الأبودسمن في الدفاع عن المواطن عند تقاعس الإدارة أو بطئها في تلبية حقوقه، أو عندما تلحق به غيباً أو ظلماً، بما يساهم في تحسين العلاقات اليومية بين الإدارات والهيئات الحكومية على اختلافها من جهة والمواطنين من جهة ثانية. فالأبودسمن هو ضمانة للحريات العامة ولحقوق المواطن.

- التشديد على تطبيق قانون وسيط الجمهورية رقم 644 تاريخ 2005/2/4 دون إبطاء، حيث لا حاجة لإعداد مرسوم تطبيقي للقانون، والتمني على وزير الدولة لشؤون التنمية

الإدارية العمل على طرح موضوع تعيين الأبودسمن ضمن سلّة التعيينات الإدارية، مع التأكيد على استقلالية الأبودسمن بما يؤمن له الحصانة اللازمة للدور الملقى على عاتقه للعمل بفعالية مستفيداً من ثقة الجمهور به.

- ضرورة تعبئة المجتمع المدني لتأمين الدعم اللازم للأمدوسمن من خلال تشكيل هيئة دعم مشكّلة من الناشطين في حقوق الإنسان، ومن حقوقيين وأكاديميين، وإطلاق حملة توعية وتحسيس حول دوره ومسؤولياته.
- إعطاء أقصى العناية لموضوع تدريب الجهاز المعاون للأمدوسمن، لتزويده بالمهارات والخبرات اللازمة التي تمكنه من التعاطي مع شكاوى المواطنين بفعالية والاستماع إليهم بجدية واحترام واقتراح الحلول الملائمة لمعالجة شكاويهم. ويمكن في هذا المجال التعاون مع مركز التدريب التابع للمنظمة العربية للأمدوسمن في الرباط-مراكش، ومع المركز المهني للوساطة في الجامعة اليسوعية.



٢٠١٥  
الركعة

فيورث: خلال ورشة عمل عن تجربة:

## الوزارة تعكف على متابعة تطوير الإدارة

شدّد وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية محمد فنيش على ان الوزارة تعكف حالياً على متابعة ما يساعد على تطوير الإدارة وعلى تفعيل الرقابة الفاعلة وعلى اقتراح التشريعات المناسبة لإدارة حديثة وفاعلة وعلى معالجة الثغرات التي تشكو منها الإدارة من أجل محاربة الفساد.

كلام الوزير فنيش جاء خلال مشاركته في أعمال ورشة العمل التي نظمها مكتبه بالتعاون مع المنظمة العربية للامبودسمان تحت عنوان في فندق البريستول.

وأشار إلى أن وسيط الجمهورية يهدف إلى مساعدة المواطن ويسهل حصوله على حقوقه التي ترعاها القوانين.

وأشار فنيش إلى أن هدف الورشة هو الاستفادة من تجارب الدول العربية في تطبيق فكرة وسيط الجمهورية. وقال أن وسيط الجمهورية يهدف إلى مساعدة المواطن ويسهل حصوله على حقوقه التي ترعاها القوانين فيما لو جرى تعذر أو تقاعس عن تلبية حقوقه. وهذا المفهوم يتطلب جهازاً حديثاً ليكون وسيطاً وملجأً لشكوى العاملين في الإطار العام.

وأضاف أن هناك أسئلة عن كيفية تنظيم عمل الوسيط وضمان عدم حصول ازدواجية بين دوره ودور أجهزة الرقابة، كذلك عن حجمه وأدائه، لذلك عملنا على عقد هذه الورشة من أجل حسن التطبيق وتحديد المطلوب.

وشدّد على أن الوزارة تعكف حالياً على متابعة ما يساعد على تطوير الإدارة وعلى تفعيل الرقابة الفاعلة وعلى اقتراح التشريعات المناسبة لإدارة حديثة وفاعلة وعلى معالجة الثغرات التي تشكو منها الإدارة من أجل محاربة الفساد.

وأضاف أن الإصلاح عملية تتطلب متابعة وإرادة سياسية وتعاون بين السلطات وممارسة المجتمع المدني لدوره بغية إقرار الاصلاحات. كما إنه يجب التكيف مع النظام السياسي القائم والسعي الى تطويره، وشدّد على اننا لا نريد احباطاً ولا نريد الفوضى كما يجب تكوين القوى الصاغطة لتأمين التغيير المطلوب.

مخير كما شارك في ورشة العمل النائب غسان مخير، فتناول قانون وسيط الجمهورية في لبنان، مستوضحاً بعض الجدليات التي تطرحها مسألة إيجاد وسيط الجمهورية كما عرض لأبرز احكام القانون الصادر في العام 2005 ورأى أن لا مبرر للتأخير في التعيين. واعتبر ان إنشاء مؤسسة وسيط الجمهورية تنفيذاً للقانون وعملاً بالتزام الحكومة في بيانها الوزاري لا يحتاج لمراسيم تطبيقية لان القانون متكامل لهذه الجهة إنما يحتاج إلى قرار من مجلس الوزراء لوضع وسيط الجمهورية في سلة تعيينات الفئة الاولى التي يجري التداول فيها وتعيين شخصية لبنانية اهل لتبوء هذه الوظيفة العامة. وتوقع ان تبرز في مناقشات مجلس الوزراء مسألة طائفة هذا الوسيط أملاً بالرغم من ذلك الإسراع في التعيين خارج اطار المحاصصة ليتحول وسيط الجمهورية اللبناني إلى صوت للمواطن في مواجهة الإدارة وأداة للإصلاح.

معالي وزير التنمية الإدارية الأستاذ محمد فنيش،

سعادة النائب الأستاذ غسان مخيير،

رئيس المنظمة العربية للإمبودسمان الأستاذ محمد فائق،

حضرات ممثلي المنظمات الدولية، العربية والمحلية،

أيها الحضور الكريم

تأسست الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية - لا فساد في سنة 1999 ، عبر مجموعة من رجال الأعمال، الاقتصاديين، المحامين، الأكاديمين، والناشطين الاجتماعيين، وهي الفرع اللبناني لمنظمة الشفافية الدولية، كما وأنها أول جمعية مدنية لبنانية تركز نشاطاتها على محاربة الفساد وتعزيز مبادئ الحكم الصالح. تنشط الجمعية على صعيد تنظيم حملات مناصرة آيلة الى الاصلاح، كما وتركّز على بناء التحالفات مع الجهات المعنية بمكافحة الفساد التي تتضمن الحكومات، البرلمانين، القطاع الخاص، المؤسسات الاعلامية، المجتمع الدولي، وجمعيات المجتمع المدني. كما وتجدر الإشارة إلى أن الجمعية لا تقوم بالتحقيق أو بفضح الحالات الفردية للفساد.

تتوزع مبادرات الجمعية المتواصلة لمحاربة الفساد وتعزيز الشفافية على أربعة برامج رئيسية وهي:

- الديمقراطية والمساءلة العامة
- تعزيز الحق في الوصول الى المعلومات
- الشفافية في القطاع الخاص
- والشباب ضد الفساد.

لطالما كان وسيط الجمهورية مطلباً نادى به الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية. إنَّ لإستحداث مركز وسيط الجمهورية ايجابيات عديدة في سبيل تعزيز الشفافية والحكم الصالح كما بيّنت العديد من التجارب الدولية

الناجحة في هذا الاطار. لقد أتى اقرار قانون وسيط الجمهورية عام 2005 كثمرة تعاون بين مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الادارية وناشطين من المجتمع المدني.

مرّ لبنان بأزمات عديدة، أخرت صدور المراسيم التطبيقية لهذا القانون. غير ان الأمال عادت وانتعشت بعد ان أحييت المراسيم التطبيقية على مجلس الوزراء في 27 شباط عام 2009. لكن ولسوء الحظ لم تُدرج المراسيم التطبيقية على جدول أعمال مجلس الوزراء.

وإذ يشرفنا أن نشارك اليوم معالي وزير التنمية الإدارية مبادرته، نأمل ان نتمكن من تحقيق تقدم ملموس على هذا الصعيد، لناحية إقرار المراسيم التطبيقية اللازمة.

السيدات والسادة،

لم تتوانى الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية - لافساد في عدة مناسبات عن طرح الموضوع وعلى كافة المستويات وخاصةً في مناسبتين اساسيتين هما:

أولاً:

في مناسبة إطلاق الإستراتيجية الوطنية لمكافحة الفساد بالتعاون مع برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في آذار عام 2009، والتي نصت حرفياً على أنه "يجب إنشاء مكتب فعّال ونزيه للتحقيق في الشكاوى بهدف مراقبة العلاقة بين المواطنين والإدارة . ومن المهم ان يتم تعزيز هذا المكتب بالسلطات والحصانة اللازمة من أجل عمل أفضل. وفي المقابل، يجب وضع نظام شكاوى فعّال في كل إدارة عامة، ولمن يجب التنبه الى سوء استخدامه لاسباب سياسية أو شخصية".

ثانياً:

في مناسبة إصدار الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية دراسة حول نظام النزاهة الوطني في تشرين الثاني من العام 2009 والتي تضمنت تقييماً لاداء 17 مؤسسة وهيئة عامة وخاصة من بينها وسيط الجمهورية. ولقد أتت التوصيات الصادرة عن هذا النظام لتؤكد على ضرورة اقرار المراسيم التنفيذية للقانون رقم 664 الصادر عام 2005.

وقد تزامن إطلاق الدراسة مع صدور البيان الوزاري لحكومة الإنماء والتطوير في تشرين الثاني من العام 2009، أيضاً والذي نص تحت عنوان التنمية الإدارية على : "اتخاذ الاجراءات الرامية الى تطبيق قانون وسيط الجمهورية". هذا على صعيد البيان الوزاري، فلماذا التأخير اليوم، إذ ان المجلس النيابي اللبناني قد صادق على اتفاقية الامم المتحدة لمكافحة الفساد بتاريخ 16-10-2009 وقد انضم رسمياً الى الاتفاقية الدولية في نيسان 2009.

انّ من شان اقرار وسيط الجمهورية، تحصين الاتفاقية، إذ يتمحور دوره حول الوساطة بين الدولة والمواطن، حيث أن عددا كبيرا من الشكاوى معلق بسبب الفساد والرشوى. ولما كانت مكافحة الفساد واجبا وطنيا، فان الاقرار الرسمي لوسيط الجمهورية يحث مؤسسات الدولة اللبنانية على تطبيق بنود الاتفاقية وهذا ما نؤكد عليه في أكثر من مناسبة.

هذا وتعمل جمعيتنا بالتعاون مع عدد من منظمات المجتمع المدني على اقرار تشريعات من شأنها أن تعزز الحكم الصالح مثل قانوني حق الوصول الى المعلومات وحماية كاشفي الفساد. وكان للجمعية تجربة ناجحة في اطار الشبكة الوطنية لتعزيز الحق في الوصول الى المعلومات والتي تضم عدد من الوزارات المعنية في هذا الامر الى جانب منظمات المجتمع المدني.

لقد سجل لبنان في العام 2009 على صعيد مؤشر قياس الفساد 2.5 على 10 ولقد حصل على المرتبة 130 من أصل 180 على المستوى الدولي، ما يوجب تتضافر الجهود الرسمية والحكومية من خلال انشاء تحالف واسع تحت رعاية وقيادة معالي وزير الدولة لشؤون التنمية الادارية ليشمل جمعيات المجتمع المدني، النواب، رجال الأعمال، وكذلك جميع الجهات المعنية بمكتب وسيط الجمهورية، ينشط لطرح موضوع المراسيم التطبيقية مرة جديدة على مجلس الوزراء ليصار الى إقرارها.

وستواصل الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية جهودها في مجال توعية المواطنين على أهمية تجربة وسيط الجمهورية خاصة بين أوساط الطلاب الثانويين والجامعيين، ورجال الأعمال.

إذ نثمن كل المبادرات الآيلة إلى تعزيز الشفافية في المؤسسات الرسمية والخاصة، ندعو كل المعنيين لتوحيد الجهود والسير قُدماً في مسيرة بناء الدولة ومؤسساتها، توخياً لمزيد من الشفافية وتعزيزاً للحكم الصالح والإدارة الرشيدة، لما فيه خير وطننا واللبنانيين جميعاً.

فادي صعب

أمين سر الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية

## مؤسسة ديوان المظالم بين نموذج الأمدسيمان والوسيط

تحتل المؤسسات الفاعلة في مجال الوساطة المؤسساتية مكانة متميزة داخل النسيج المؤسساتي للدولة الحديثة، فهي ليست مؤسسات للتشريع أو التنفيذ أو القضاء على غرار السلط الدستورية التقليدية التي شكلت قوام أنظمة الحكم في ظل الفلسفة السياسية الليبرالية، ولكنها مؤسسات تسعى إلى إعادة التوازن إلى العلاقة القائمة بين أجهزة الدولة وأفراد المجتمع من خلال الدفاع عن قيم العدالة والإنصاف واحترام قواعد القانون ومحاربة مظاهر الحيف والتعسف والشطط.

وباستقراء التاريخ الإنساني، نستطيع التأكيد على أن نموذجي الأمدسيمان والوسيط بمختلف مسمياتها واتجاهاتها شكلت أول جيل جديد للمؤسسات الراعية لحقوق الإنسان والناهضة بها وبجمايتها والدفاع عنها في علاقتها بأجهزة الدولة.

ويعد نموذج "الأمدسيمان" الأعرق تاريخيا في الأنظمة الغربية لمؤسسات الوساطة في شكلها الحديث، حيث ظهر لأول مرة في السويد، لتتشرب من ينابيعه باقي الأنماط المستحدثة في مختلف الأنظمة العالمية.

والواقع أن نشأة نموذج "الأمدسيمان" لم يكن بالصدفة وإنما تمخض في ظل سياق تاريخي تميز بهيمنة الحكم المطلق للملك بعيدا عن أي رقابة خلال فترة امتدت ما بين 1680م إلى 1718م.

وطبقا للمادة 96 من دستور 1809 فإن اختصاص الأمدسيمان تمثل في: "إقامة الدعاوى ضد من ارتكبوا أعمالا مخالفة للقانون بسبب التحيز أو المحسوبية أو أي سبب آخر وأهملوا في تأدية واجباتهم على النحو المطلوب".

ومع اتساع مجال نشاط الدولة وتعاضم تدخلها في حياة الأفراد والجماعات وتفوقها وما نجم عن ذلك من تجاوزات وتعسفات ومخالفة للقانون وأمام عجز الأنظمة الرقابية التقليدية عن صدها، وبالإضافة لتزايد الاهتمام بحقوق الإنسان وحرياته والدعوة إلى حمايتها، أصبح نشاط الأمدسيمان يركز على مراقبة عمل الإدارة ومتابعة نشاطها من خلال الشكايات التي يتقدم بها الأفراد

والجماعات بهدف صيانة حقوقهم وضمان احترام القانون من قبل السلطات الإدارية وعدم استغلال النفوذ.

وهكذا أخذ النموذج في الانتشار بين دول المعمور، وليصبح نموذجا يحتدا به، ولتعزيز مرجعيته بالإضافة إلى مبدأ الفصل بين السلطات والديمقراطية بمبدأ ترسيخ دولة الحق والقانون.

أما نموذج "الوسيط" فقد ظهر لأول مرة في فرنسا بمقتضى قانون 03 يناير 1973، واستندت الفكرة على مقومات نموذج "الأمبدسمان البرلماني" السويدي والبريطاني وليكون إطارا مؤسساتيا مستقلا سيسخر في خدمة المواطن من خلال تحسين علاقته بالإدارة، ولتكون رقابته مكاملة لرقابة البرلمان والقضاء، ومتجاوزة لعيوب الرقابة القضائية الفرنسية بالرغم من ريادتها وحنكتها في مجال مراقبة المشروعية بسبب بطء المساطر وشكليتها المعقدة وارتفاع كلفتها وصعوبة تنفيذ الأحكام القضائية.

ويختلف نموذجي الأمبدسمان والوسيط من حيث طبيعة الشكليات التأسيسية والتنظيمية المتعلقة بكل نموذج على حدة.

إذ يتخذ "الأمبدسمان" شكل هيئة مستقلة تمثيلية تستمد تفويضها من البرلمان، ومن ثمة فهو يمارس مهامه باسم الشعب، ويتجسد هذا التفويض من خلال انتخاب رئيسه بالأغلبية الذي يعد في أغلب المؤسسات التي أنشأت وفقه عضوا برلمانيا، وكذا من خلال الإشراف المباشر أو الغير المباشر على اختيار وتعيين باقي الهياكل المكونة له.

وتتميز بعض المؤسسات التي أحدثت وفق نموذج "الأمبدسمان" باكتسابها طابع الدستورية، حيث تتضمن الدساتير المتعلقة بالأنظمة السياسية المحدثه في ظلها مقتضيات تتعلق بها ومن ذلك حالة الأمبدسمان السويدي والمدافع عن الشعب الإسباني؛ في حين نجد أن بعض الأمبدسمانات تم الاكتفاء بتأطيرها تشريعا فقط بمقتضى قوانين خاصة مثل حالة إيطاليا وألمانيا

ومما لا شك فيه، فإن اختيار هذا الأسلوب يهدف إلى ضمان تحقق إجماع ممثلي الشعب الذين يجسدون إرادة المواطنين مما يشكل إجماعا وطنيا على الشخصية التي ستولى رئاسة "الأمبدسمان" والذي غالبا ما تكون مدة انتدابه متطابقة مع مدة الولاية التشريعية مع الإقرار بالقابلية للتجديد أو عدم قابليته.

كما يتميز المركز القانوني لرئيس "الأمدسمان" بالاستقرار، حيث تلجأ أغلب الأنظمة المتعلقة بالأمدسمانات إلى تحصينه بمقتضيات منيعة تضمن لرئيسه الاستقرار طيلة أدائه لمهامه ومن ذلك اشتراطها في حال الرغبة في عزله اعتماد نفس الشكليات القانونية المقررة في التعيين مع تحديدها للحالات الموجبة لإمكانية اللجوء إلى العزل مثل: الإدانة جنائياً، أو التهاون في تحمل المسؤولية والالتزامات والواجبات المنوطة به.

وعلى عكس نموذج "الأمدسمان" فإن نموذج "الوسيط" يتميز بكونه هيئة مستقلة ذات سلطة معنوية غير ملخقة بالبرلمان، حيث يتم تعيينه في أغلب المؤسسات المحدثة وفق هذا النموذج من طرف السلطة التنفيذية.

كما أن المؤسسات المحدثة وفقه غالباً ما تكون مؤطرة قانونياً بمقتضى قانون أو مرسوم رئاسي. ويظهر أن هذه التقنية تتوافق بشكل كبير مع طبيعة المهام والاختصاصات التي يقوم بها "الوسيط"، ذلك أن تأطيره بموجب قانون/ مرسوم صادر عن السلطة التنفيذية من شأنه أن يكسب المؤسسة ثقة وقبولاً من طرف الأجهزة الإدارية العمومية ويسهل مهمتها.

وهناك مؤسسات أخرى محدثة وفق نموذج "الوسيط" اختار مشرعو أنظمتها تأطيرها دستورياً (الكونغو - الكوتديفوار).

وقبل الخوض في سرد المقومات الخاصة بكل نموذج على حدة فإننا سنعرض للمقومات المشتركة بين النموذجين والتي هي في الأصل مقومات عامة للوساطة المؤسساتية وهي على العموم:

• التمتع بالاستقلالية عن باقي الأجهزة والمؤسسات وذلك بدرجات متفاوتة، حيث تتجسد من خلال العناصر التالية:

• إقرار جملة من الضوابط القانونية التي تشكل درعاً واقياً يحافظ على حياد وتجرد المؤسسة ومن ذلك:

- إقرار أنظمة خاصة ودقيقة في اختيار وتعيين الرئيس؛
- الإقرار بعدم جواز تلقي رئيس المؤسسة أي تعليمات أو توجيهات من أي جهة مهما كانت طبيعتها أو سمو مكانتها.



- الإقرار بعدم إمكانية الجمع طيلة مدة قيام رئيس المؤسسة بمهامه بين منصبه وأي وظيفة أو مهمة تمثيلية أو نشاط مهني يتنافى وذات المنصب؛
- تمتيع رئيس المؤسسة بالحصانة التي تتطابق في كثير من جوانبها بالحصانة البرلمانية، فلا يمكن متابعته أو محاكمته أو خضوعه للتحقيق أو البحث التمهيدي أو العقاب بسبب إدلائه آرائه إلا في حالات تتحدد بحسب الأنظمة المتعلقة بكل مؤسسة.
- الالتزام بالحياد والتجرد؛
- تلقي والنظر في الشكايات التي تكون الإدارة العمومية طرفا فيها، والعمل على إيجاد حل لها بشكل يحفظ التوازن بين المصلحة العامة والمصلحة الخاصة؛
- معالجة الشكايات استنادا إلى قواعد القانون ومبادئ الإنصاف والحقوق والحريات الأساسية ومبادئ حسن التدبير والحكامة الجيدة؛
- التمتع بسلطة ممارسة التأثير المعنوي على الإدارات التي تدخل في مجال الاختصاص؛
- كلاهما يعدان جهازان وقائمان يهدفان من خلال تدخلهما حث الإدارة على تصحيح تجاوزاتها ومعالجة الاختلالات التي قد تعترض العمل الإداري، وتحسين جودته؛
- التمتع بصلاحيات إجراء بحث بشأن الشكايات والتظلمات وتقديم توصيات للإدارة المعنية وتقديم تقارير والإعلام المنتظم للعموم؛
- التمتع بصلاحيات الاقتراح والتحفيز على التغيير والإصلاح؛
- عدم التمتع بالسلطة التقريرية؛
- عدم التوفر على صلاحية توجيه أوامر للإدارة، أو إلغاء أو تعديل القرارات الإدارية الصادرة عنها سواء في إطار السلطة المقيدة أو في إطار السلطة التقديرية؛
- عدم التمتع بسلطة الجبر أو التعويض.
- وفيما يتعلق بالمقومات الخاصة بنموذج "الأمبدسمان" فنجد:
- ممارسة مهامه بمقتضى تفويض ممنوح له من طرف البرلمان؛
- التمتع بالاستقلالية عن جميع السلط بما فيها السلطة التشريعية مانحة التفويض إما استنادا إلى مقتضيات الدستور أو استنادا إلى نص قانون؛

- ممارسة الرقابة على السلطة التنفيذية بهدف صيانة الحقوق والحريات، وضمان احترام سيادة القانون وحسن تطبيقه وتحقيق الإنصاف والتصدي لحالات استغلال النفوذ والشطط في استعمال السلطة وضمان الإدارة الجيدة؛
  - التمتع بصلاحيات إجراء تحقيق وتحري حول حقيقة موضوع الشكاية المعروضة عليه وتقديم ملاحظاته وانتقاداته وتوصياته على ضوء ما جاءت به نتائج التحريات التي توصل إليها وإعلام العموم بذلك؛
  - اعتماده على نهج أسلوب الإقناع المقرون بإمكانية إعمال وسائل ضغط جزائية رادعة؛
  - إجراء التحقيق والتحري رهين بمنح البرلمان "للأمبدمان" ترخيصا للقيام به؛
  - فضلا عن القيام بالإعلام المنتظم للعموم، ف"الأمبدمان" ملزم حيال البرلمان بناء على التفويض البرلماني الممنوح له بعرضه عليه تقارير إما عامة أو خاصة وفقا للمقتضيات التشريعية والقواعد البرلمانية المتعلقة بكل نظام.
- أما المقومات التي يتأسس عليها نموذج "الوسيط" فتحدد كما يلي:
- انخراط عمل "الوسيط" في اتجاه تقريب الإدارة من المرتفقين وتحسين علاقتها معهم، وتركيز الاهتمام على حل النزاعات التي يمكن أن تنشأ على هامش هذه العلاقة من خلال التدخل المحايد والمتجرد والمستقل؛
  - بناء قناة تواصلية بين طرفي التظلم لتبادل وجهات النظر، والحرص على جعلها مفتوحة بينهما؛
  - الاعتماد على أسلوب الإقناع الغير المقرون بإمكانيات مهمة من شأنها الضغط على الإدارة أو توقيع الجزاء عليها ونسج علاقة ثقة متبادلة بين "الوسيط" وطرفي التظلم؛
  - اعتماد عمله على تبين الحثيات والبواعث التي تم بناء عليها إصدار القرار موضوع التظلم وفهمها وفحص سلامتها، وفي حال التأكد من ذلك فإن "الوسيط" يقوم بتفسيرها للمعنيين بالأمر؛
  - ممارسة التأثير المعنوي على الإدارات المعنية بالشكايات المعروضة عليه من خلال تقديم الملاحظات والمقترحات والتوصيات الكفيلة بكبح جماح شطط الإدارة وتجاوزاتها.

وبخصوص القواعد المؤطرة لتدخل كل من "الأمبدسمان" و"الوسيط" فإنها تختلف وتتفاوت مرونتها من نظام لآخر.

فبالنسبة للأمبدسمان فإنه يتأسس على إمكانية التدخل قصد ممارسة اختصاصاته إما بطلب من المتظلم (-شخصية طبيعية: ذاتية أو مجموعة أشخاص؛- أو معنوية)، أو بناء على إثارة من أي جهة أخرى، كما يمكن "للأمبدسمان" القيام بالتدخل التلقائي على إثر العلم بالتجاوزات والخروقات الإدارية إما عن طريق الصحافة أو عن طريق التفتيش المفاجئ أو بأي وسيلة أخرى.

أما بخصوص الوسيط فإن أغلب التجارب العالمية للمؤسسات التي أحدثت وفقه لا تأخذ بإمكانية التدخل التلقائي بغرض ممارسة اختصاصاتها، وبالمقابل فإنها تستوجب وجود شكاية في موضوع يدخل في مجال الاختصاص. ويتأسس البعض منها على القيام بالتدخل عبر وساطة إما برلمانية يقوم بها الأعضاء البرلمانيون / اللجنة الخاصة المكلفة بالعلاقة مع الوسيط مثل حالة الوسيط الفرنسي؛ أو تنفيذية تتجسد من خلال المرور عبر قناة السلطة التنفيذية في شخص رئيسها مثل حالة وسيط الجمهورية السنيغالية الذي يباشر اختصاصاته إما بناء على شكاية يتقدم بها المتظلمون مباشرة أو بناء على توصل بالشكايات المحالة عليه من طرف رئيس الجمهورية.

وبالرغم من أن هذا الأسلوب يحرم المتظلمين من إمكانية اللجوء المباشر إلى المؤسسة المكلفة بمباشرة الوساطة إلى أنه يمتاز بكونه يخلق فرصة للجهة الرسمية التي تقوم بالتلقي الأولي للشكايات سواء كان رئيس الدولة أو الأعضاء البرلمانيون أو أي مؤسسة أخرى من أجل الاطلاع على مكان الخلل الذي يعتري سير العمل الإداري وملامسة المشاكل والقضايا التي تثار بين المرتفقين والإدارات العمومية؛ ومن ثمة فإن هذا الأسلوب يشكل فرصة مهمة لخلق رابط بين الوسيط والرقابة البرلمانية مما يجعل البرلمان شريكا أساسيا في عملية الوساطة.

وتتفاوت حدود مجال تدخل كل من "الأمبدسمان" و"الوسيط" بين التقييد والحصر الضيق والاتساع بحيث يمكن أن يمتد ليشمل حتى إدارات السيادة.

ويتميز مجال تدخل الأمبدسمان في أغلب التجارب العالمية التي أخذت به بكونه واسعا بالنظر لاتساع المجال الذي توطره وتشرف عليه السلطة التنفيذية؛ حيث يمتد اختصاصه ليشمل الرقابة

على عدد مهم من الإدارات والمؤسسات العمومية المدنية والعسكرية، وغالبا ما لا يستثنى من ذلك في إطار احترام السلط إلا السامية منها.

أما فيما يتعلق بنموذج الوسيط فإن مجال تدخله ينصب بالأساس ليؤطر عمل الإدارات العمومية في علاقتها مع المرتفقين ولذلك يمكن القول إن مجال تدخله يظل خجولا مقارنة مع ما هو عليه الأمر بالنسبة لنموذج "الأبدسمان"، حيث أن طبيعة مهمة هذا الأخير الرقابية فرض بالمقابل منحه صلاحية التدخل ضمن مجال اختصاص واسع ما أمكن.

ومن حيث طبيعة الاختصاصات التي تنصرف إليها مهام كل نموذج فتختلف أهميتها وحدودها بحسب تفاوت الأنظمة السياسية واختلاف الضوابط التشريعية ومقومات الأنظمة الإدارية. وعموما فإنهما يشتركان من حيث القيام بالاختصاصات التالية:

- النظر في الشكايات والتظلمات التي تعد السلطات والأجهزة العمومية طرفا فيها واقتراح حلول لها؛
- حماية حقوق وحرية المرتفقين من شطط وتجاوزات الإدارة وحثها على تقويم عملها والالتزام بالمشروعية واحترام ومراعاة المساطر والضوابط التي تؤطر العمل الإداري؛
- اقتراح الإصلاحات الرامية إلى تحسين جودة العمل الإداري وملائمة النصوص القانونية مع الواقع وحاجيات المرتفقين واقتراح الضوابط والأنظمة والقوانين الجديدة أو المكملة للمأ الفراغ القانوني، حيث يعد النموذجان شكلا جديدا من أشكال تجديد الإطار المؤسسي المكلف باقتراح الإصلاحات التشريعية والتنظيمية؛
- تحقيق التواصل بين الإدارة والمرتفقين، وخاصة بالنسبة لنموذج "الوسيط" حيث يعد الاختصاص التواصلي من أهم الاختصاصات التي يؤديها، والذي يتأسس على خلق ورعاية وتنمية الحوار والتواصل الدائم والمباشر بين الإدارة والمرتفقين وإقامة التوازن بينهما.

ويؤدي كلا النموذجين الدور التواصلي داخل نسق دائري تتعدد مستوياته فهناك:

- \* التواصل القائم بين المؤسسة والمتظلم؛
- \* التواصل بين المؤسسة والإدارة المعنية بالتدخل؛

\* التواصل بين المؤسسة والسلطات الدستورية ( رئيس السلطة التنفيذية، البرلمان، الوزير الأول، الوزراء، السلطة القضائية،... )؟

\* التواصل بين المؤسسة والعموم؟

\* التواصل الداخلي القائم بينه وبين مختلف الوحدات الإدارية المكونة له.

وبالإضافة إلى ذلك فإن النموذجان من خلال هذا الدور التواصلي يساهمان في توعية المرتفقين أفرادا وجماعات بحقوقهم وفي تيسير عملية تبادل وجهات النظر بين طرفي التظلم.

وبالرغم من اختلاف مستويات الرقابة التي يقوم بها كل من الأمبدمان والوسيط إلا أنها تكتسي أهمية بالغة اعتبارا لأهمية النتائج التي تترتب عنها، وتتميز بكونها رقابة خارجية وغير تقنية ولا تعتمد على شكليات معقدة يمكن مباشرتها بشكل مسبق كإجراء وقائي يرجى منه إجراء التصحيح الملائم في الوقت المناسب كما يمكن إجراؤها إما أثناء ممارسة الإدارة لنشاطها أو قيامها بتصرفها، أو بشكل لاحق.

ومن أهم المرتكزات التي يتأسس عليها الدور الرقابي لكلا النموذجان رقابة العمل الإداري من حيث الملائمة والمشروعية من خلال فحص شرعية عمل وتصرفات الإدارة وفقا لقواعد القانون والمصلحة العامة ومبادئ العدل والإنصاف.

فمن خلال الشكايات ونتائج التحريات المتوصل بها يتم تشخيص مكان الخلل الإداري والوقوف على مسار العمل أو التصرف الإداري وتحليل انحرافات الإدارة في استعمال سلطتها والكشف عنها، ثم بعد ذلك يتم وضع الملاحظات والاقتراحات الكفيلة بالتصحيح وتغيير الشكل السليبي للعمل أو التصرف الإداري وجعله إيجابيا.

والحقيقة أن هذا الدور الذي يقوم به كلا النموذجين لا يتعارض البتة مع الرقابة الداخلية التي تقوم بها الإدارة أو الرقابة الخارجية التي تضطلع بها باقي الأجهزة المكلفة على اختلاف مستوياتها وطبيعتها، حيث يوازيها في اتجاه تحقيق التكامل والتنسيق.

وتجدر الإشارة إلى أن الرقابة تعد اختصاصا رئيسيا للأمبدمان يتأسس على ميكانيزمات متنوعة إذ يمكنه إما أن يمارسها بناء على شكوى يتلقاها من الأفراد أو بأي وسيلة أخرى تعلمه بوجود ما يستدعي تدخله وفي إطار ذلك تتاح لأغلب الأمبدمانات إمكانية الإطلاع على

المستندات والملفات الإدارية والمشاركة في الاجتماعات والمداولات التي تعقدتها الإدارات المعنية بالتظلم وكذا إجراء التفتيش المباشر بمجرد العلم بالتجاوزات.

ومن الأنظمة التي حددت المعايير التي يمكن الاعتماد عليها في إطار رقابة الأمدسمان للإدارة نجد القانون المتعلق بحامي المواطن الكندي

وفضلا عن ذلك يلجأ أغلب مشرعي الأنظمة التي تأخذ بنموذج الأمدسمان إلى تدعيم دورها الرقابي بمنحها آليات مهمة وفعالة وخاصة على مستوى إجراء التقصي والتحري الميداني مع إمكانية اللجوء إلى السلطة الرئاسية الأعلى المعنية التي تتولى الإشراف على باقي المستويات الإدارية وتقييم أدائها، وكذا استدعاء الموظفين والمسؤولين الإداريين على اختلاف درجاتهم وفي حال ثبوت إحلال هؤلاء بأداء مهامهم والواجبات المنوطة بهم تخول له إمكانية إقامة دعوى المسؤولية والمطالبة بتعويض المتضررين كما تتاح لبعض الأمدسمانات إمكانية توقيع جزاءات زجرية على الإدارات التي لا تتجاوب بشكل إيجابي معها (مثل: الأمدسمان السويدي).

ودائما في إطار الدور الرقابي الذي يمكن أن يمارسه الأمدسمان على الإدارة فإنه يمكن أن يتم تحت طائلة توجيه الاتهام وتحريك المتابعة والدعوى العمومية، كما يمكن أن يتخذ شكل توجيه ودي إلى اتباع أسلوب معين بهدف تحسين جودة العمل الإداري وخلق نوع من التوازن بين المصلحة العامة ومصلحة المرتفقين ومن خلال ذلك يساهم "الأمدسمان" في محاربة الرشوة والفساد الإداري.

أما نموذج "الوسيط" فيؤدي دوره الرقابي بأسلوب غير مباشر ولذلك تلجأ أغلب تجارب المؤسسات المحدثه وفقه إلى طلب الخبرة التقنية من مؤسسات وطنية رقابية متخصصة مثل فرنسا التي يتمتع وسيطها بإمكانية التقدم بطلب إلى المجلس الأعلى للحسابات قصد فتح تحقيق وإجراء خبرة تقنية بشأن موضوع شكاية معروضة عليه، وعمليا فإن الدور الرقابي الذي يؤديه "الوسيط" لا يتجسد إلا في مرحلة إجراء البحث، حيث يتولى الوزراء والمسؤولون الإداريون مخاطبوه الرسميون بحث ما وجه إليهم من استفسارات ودراساتها وإعداد الرد عليها. وعلى ضوء هذه النتائج المتوصل بها يقوم "الوسيط" بتسجيل ملاحظاته المتعلقة بلفت الانتباه إلى الأخطاء الإدارية ومكانم الخلل والفساد الإداري الذي تم رصدته وتضمين كل ذلك في تقاريره، كما يمارس "الوسيط" رقابته على الإدارة من حيث تبين مدى التزامها بتنفيذ الأحكام والقرارات القضائية من خلال أعمال آلية الأمر بالإيعاز وذلك بدعوتها إلى تنفيذه والتراجع عن موقفها السلي داخل أجل يتم تحديده من قبل "الوسيط".

وعموماً فإن "الوسيط" وعلى عكس "الأمبدمان" يمارس الرقابة على الإدارة بأسلوب مرن يعتمد على الإقناع الودي وافتراس النوايا الحسنة من خلال لفت انتباهها وتوجيه الملاحظات الكفيلة بتحسين عملها وتطوير أدائها.

ونظراً لطبيعة مهام النموذجين، وبالرغم من عدم تمتعهما بالسلطة التقريرية؛ إلا أنه مخول لهما مجموعة من الآليات القانونية ووسائل التأثير المعنوي التي تمكنهما من مواجهة امتيازات السلطة العامة مما يضمن على تدخلهما نجاعة أكبر.

ويتميز الأمبدمان عن "الوسيط" بكونه يتوفر على وسائل تأثير مهمة ومتنوعة مقرونة بجزاءات لها امتداد على المستوى الجنائي والإداري وحتى على مستوى الرأي العام مما يساهم في دعم دوره الرقابي وتحقيق أهدافه.

أما الوسيط فتقف مساعيه عند الحدود المعنوية، حيث يركز على اعتماد أسلوب الإقناع الودي وتفادي مواجهة الإدارة إلا بعد تعنتها وإحجامها عن التجاوب الإيجابي معه واستنفاد جميع السبل الودية.

وتجدر الإشارة إلى أن أعمال وسائل التأثير المشتركة والمتاحة لكلا النموذجين في إطار ممارستهما لاختصاصاتهما يتم وفق ضوابط مختلفة.

وإجمالاً يمكن تقسيم نوعية هذه الوسائل إلى ثلاث أنواع:

#### أ- وسائل التأثير الإداري:

وتتمثل في اللجوء إلى السلطة الرئاسية التسلسلية المعنية بموضوع التظلم واستفسارها وطلب توضيح موقفها.

و في هذا الإطار يتمتع أغلب الأمبدمانات بإمكانية إجراء التحقيق والتحري الميداني وإجراء التفتيش وإجراء مقابلات شخصية، وتقديم المقترحات التي من شأنها تعديل المعايير المستعملة في اتخاذ القرارات الإدارية، وتوجيه استدعاءات للموظفين والمسؤولين الإداريين المعنيين، وإصدار إنذارات وتوبيخات في حق المخلين منهم بالواجبات المهنية والقانونية أو تحريك المسطرة التأديبية في حقهم، وكذا المشاركة في اجتماعات الإدارات ومداولات المجالس والهيئات التداولية

ودائما في إطار وسائل التأثير الإداري المتاحة لكلا النموذجين يمكن طلب الإطلاع على الوثائق الإدارية المتعلقة بموضوع التظلم مع مراعاة الاستثناءات الواردة في هذا الإطار بالنسبة لكل نظام، فمثلا بالنسبة للمدافع عن الشعب الإسباني من خلال نص المادة 22 من القانون التنظيمي المتعلق بالمؤسسة فإنه يتمتع بإمكانية الإطلاع على كل الوثائق التي يعتبرها ضرورية للنهوض بوظيفته بما في ذلك الوثائق المحاطة بالسرية طبقا للقانون، وأقر بأن عدم تسليمها يجب أن يتم بقرار لمجلس الوزراء وأن يكون مشفوعا باستشهاد يثبت قرار الرفض.

أما بالنسبة لنموذج "الوسيط" فأغلب المؤسسات المحدثة وفقه لا تتمتع بإمكانية الإطلاع على الوثائق الإدارية المحاطة بالسرية وخاصة المتعلقة منها بالمجالات السيادية ( المادة 16 من القانون المتعلق بوسيط الجمهورية المالية؛ المادة 13 من القانون المتعلق بوسيط الجمهورية الفرنسية).

وفضلا عن كل هذه الوسائل السالف ذكرها أعلاه فإن أهم وسيلة مشتركة بين النموذجين تظل هي إصدار التوصيات، فبالرغم من أن التوصية عبارة عن توجيه يحث الإدارة المتلقية على مراجعة تصرفها وتقويم عملها وأنها غير ملزمة إلا أن وقعها يكون بالغ الأهمية على مستوى دينامية العمل الإداري في علاقته بالمرتفقين.

كما تتجلى قيمتها من خلال مساهمتها في التوفيق بين استقلالية النموذجين وعدم توفرهما على سلطات تقريرية وبين امتيازات السلطة العامة، ولذلك فإن أغلب التشريعات المتعلقة بمؤسسات الوساطة تخصص مقتضيات مهمة للتوصيات، بل إن البعض منها يكييفها قانونيا خاصا وتمميها.

#### ب- وسائل التأثير القانوني:

و تعد من الامتيازات المتاحة "للأمبدسمان"، ويمكن أن يتم إعمالها من خلال عدة صلاحيات من ذلك:

- صلاحية إقامة دعوى المسؤولية ضد الموظفين والمسؤولين الإداريين الذين ارتكبوا أو أخلوا بمسؤولياتهم وواجباتهم؛
- توقيع جزاءات جزرية على الإدارات التي لا تتجاوب بشكل إيجابي مع المؤسسة ( مثل المدافع عن الشعب الإسباني والأمبدسمان السويدي )؛



41

تحريك متابعة جنائية عن طريق النيابة العامة في حق الموظفين والمسؤولين الذين يعرقلون التحقيقات، أو في حال امتناعهم عن تزويد "الأمبدمان" بالوثائق والمعلومات المتعلقة بموضوع الشكاية المتحرى عنه؛

وتجدر الإشارة في هذا الإطار إلى أن المدافع عن الشعب الإسباني كيف هذا الموقف السلي على أنه جنحة عصيان يترتب عنها إحالة المعطيات المتعلقة بها إلى النيابة العامة لتحريك دعوى في الموضوع، كما يلزم بإبلاغ الوكيل العام للدولة فوراً بكل سلوك أو وقائع يفترض أنها جرمية، وبالمقابل فإن الوكيل العام ملزم بإطلاع على كل المخالفات الإدارية التي قد تقف عليها النيابة العامة لدى ممارستها لمهامها.

وناهيك عن أن المدافع عن الشعب الإسباني يتمتع بصلاحيه إثارة دعوى الاحتماء الدستوري أمام المحكمة الدستورية في حال انتهاك حق أو حرية من الحقوق والحريات المقررة بموجب الدستور الإسباني جراء تطبيق مقتضيات قانونية أو اعتداء مادي للسلطات العمومية أو المجموعات المستقلة أو باقي الهيئات العمومية أو العاملين بها، أو في حال تطبيق قرارات ليس لها قوة القانون الصادر عن البرلمان أو عن المجالس التشريعية الجهوية أو عن أي من أجهزتها، فإنه يمكن رفع دعوى الاحتماء الدستوري ضد قرارات قضائية شريطة استنفاد كافة الطرق القضائية المتاحة.

أما بخصوص نموذج "الوسيط" فمن خلال استقراء التجارب العالمية المتعلقة به، فإنه لا يلجأ إلى إعمال الوسائل القانونية والأدبية المخولة له في إطار ممارسته لسلطة التأثير المعنوي على الأجهزة الإدارية التي تدخل في مجال اختصاصه إلا بعد استنفاد كافة الوسائل الودية وذلك بالنظر إلى طبيعة مهمته (تواصلية) المختلفة عما هو معهود "للأمبدمان" (رقابية).

كما يشكل الأمر بالإيعاز بالنسبة للمؤسسات المحدثة وفقه المخول لها إمكانية إصداره أهم آلية قانونية تمكنها من ممارسة التأثير على الإدارة.

فبالرغم من افتقار "الوسيط" للسلطة التقريرية في مواجهة الإدارة، وبالرغم من أن عمله يعتمد على إيجاد تسوية للقضايا المعروضة عليه بشكل ودي وتوفيق من خلال اقتراح حلول لها وتوجيه ملاحظاته وتوصياته للإدارة المعنية، فإن الأمر بالإيعاز يشكل استثناء قانونياً بالنظر إلى أهمية موجباته، حيث أن امتناع الإدارة عن تنفيذ الأحكام والقرارات القضائية المكتسبة لقوة الشيء المقضي

به يعد اعتداء على حقوق الأفراد والجماعات ويعد موقفا سلبيا يقتضي مواجهته بشكل صارم بهدف تصحيح علاقة الإدارة بالمرتفقين ورد الاعتبار لحجية الأحكام القضائية؛ ولذلك فإن "الوسيط" من خلال توجيهه للإدارة أوامر بالإيعاز يصبح منافسا للقاضي مع احترام حدود الاختصاصات.

ومما لاشك فيه فإن إقرار هذه الآلية يعزز الضمانات المخولة للمواطنين في مواجهة الإدارة في حال تعنتها وامتناعها عن تنفيذ الأحكام القضائية الصادرة لفائدتهم، كما يمكن أن تساهم الأوامر بالإيعاز في إنعاش وتحسين المساطر الإدارية المتعلقة بتنفيذ الأحكام الصادرة في القضايا الإدارية.

### ج- وسائل التأثير السياسي والإعلامي:

تتجلى وسائل التأثير السياسي والإعلامي المتاحة لكلا النموذجين في التشهير من خلال إصدار تقارير خاصة أو عامة، حيث تلتزم مؤسسات الوساطة بتقديمها إلى السلطات السياسية المعنية وإلى العموم من خلال النشر الجزئي والكلي لمحتوياتها طبقا للمقتضيات التشريعية الواردة في هذا الإطار.

فبالنسبة للتقارير العامة السنوية غالبا ما تقدم للسلطة السياسية التي أشرفت على التعيين (البرلمان بالنسبة للأمدسمان؛ السلطة التنفيذية بالنسبة للوسيط).

وقد يتم الإقرار بوجوب تقديم التقارير العامة إلى أكثر من سلطة سياسية مثل ما هو معمول به في فرنسا ومالي، حيث أقر التشريعان المتعلقان بوسيطيهما وجوب تقديم التقارير العامة إلى كل من رئيس الجمهورية وكذا البرلمان.

وبالإضافة إلى التقارير العامة يمكن تقديم تقارير خاصة بغرض تسليط الضوء حول قضية خاصة أو من أجل التشهير بالإدارات السيئة والسلوكات الإدارية السلبية التي يقدم عليها بعض المسؤولين والموظفين.

وتزداد أهمية التقارير العامة والخاصة على إثر نشرها وفتح المجال للعموم ووسائل الضغط والإعلام بالتعرف على محتوياتها مما يشكل جزءا أدبيا ينعكس بالسلب على موقف الرأي العام من الإدارات والأجهزة الحكومية التي تم التشهير بها، كما يمكن أن تشكل منبرا للتنويه بالإدارات الرشيدة والتعريف بتجارها الناجحة في مجال تحقيق رسالة المرفق العام والتوفيق ما بين المصلحة العامة ومصالح المرتفقين.

ومع بزوغ الدولة الحديثة بتنظيماتها المؤسساتية الجديدة وأشكالها الدستورية المختلفة انبثق جيل جديد من المؤسسات الفاعلة في مجال الوساطة المؤسساتية حملت مسميات مختلفة وتحكمت في رسم معالمها جملة العوامل السياسية والاقتصادية والاجتماعية لكل دولة، حيث ظهرت نماذج جديدة تجمع بين مقومات الأبدسيمان والوسيط "ombumédiateur"، ومن ذلك ما هو عليه الحال بالنسبة لديوان المظالم بالمملكة المغربية.

بالواقع إن استقرار التجربة المغربية من خلال مقتضيات نص الظهير الملكي المحدث لديوان المظالم وكذا نص النظام الداخلي المتعلق به يؤكد أن ديوان المظالم يجمع بين مقومات النموذجين، ويتأسس على نحو نموذج فريد ومتطور مع وجود خصوصيات تميزه عن باقي التجارب النظرية اعتبارا لخصوصية النظام السياسي المغربي وحرصا على ملائمة اللثابت الدستورية للمملكة وطبيعة نظام فصل السلط بها وخصوصية المجتمع وطبيعة العلاقة القائمة بين المواطن المغربي والإدارة العمومية على اختلاف تجلياتها وتعدد أنماطها.

فإذا كانت مرجعية المؤسسات النظرية في القانون المقارن مرجعية وضعية تستند على نظام التمثيلية الذي يتأسس على مبدأ السيادة للشعب، فإن مرجعية مؤسسة ديوان المظالم متعددة الأسس؛ فضلا عن استنادها على مقتضيات الشريعة الإسلامية، فإنها تقوم أيضا على أساس العهد القائم بين العرش والشعب من خلال منح أمير المؤمنين بناء على عقد البيعة ولاية النظر في مظالم الرعية وإحقاق الحقوق وتحقيق الإنصاف والذي يقوم بدوره بتفويض هذه الولاية إلى والي المظالم بمقتضى نص الظهير الملكي الشريف ولا يمكن الفصل بين المرجعيتين ولا تجزيتهما ولا تقسيم مهامهما (الفصل 19 من الدستور).

كما أن تموضع ديوان المظالم إلى جانب الملك يضي عليه مشروعية قوية ويكسبه الاستقلال اللازم عن باقي السلط التشريعية والتنفيذية والقضائية.

وتتمثل وظائف لديوان المظالم الأساسية في:

- وظيفة تواصلية؛
- وظيفة تشخيصية؛
- وظيفة حمائية؛

## ❏ وظيفة تقويمية وتوجيهية.

وكلها أبعاد تصب في اتجاه إعطاء بعد آخر للمفهوم الجديد للسلطة القائم بالأساس على جعل السلطة قريبة من المواطنين وفي خدمتهم من أجل تحقيق التنمية المستدامة التي تتأسس على وجود مؤسسات ديمقراطية.

ويعد ديوان المظالم مؤسسة مكملة لعمل السلطة القضائية وداعمة لمهام المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في إطار من التكامل الوظيفي والاستقلالية المؤسساتية والتي تظهر تجلياتها في توفره على نظام داخلي وآخر خاص بالتنظيم المالي والمحاسبي، وعدم خضوع أطره ومستخدميه للنظام الأساسي المتعلق بالوظيفة العمومية.

ومن أجل القيام بمهامها على الوجه الأفضل ارتأت إرادة المشرع أن يكون ديوان المظالم في اتصال مباشر مع الوزير الأول ومع باقي أعضاء الحكومة وممثلهم من مخاطبين رسميين في شخص المفتشين العامين الذين يتكفون بتبعية التظلمات والشكايات المحالة عليهم من طرف والي المظالم.

وتفاديا لحصول أي تداخل بين ديوان المظالم وبعض السلط والمؤسسات الوطنية الأخرى ثمة قضايا قضى المشرع بعدم جواز والي المظالم النظر فيها ومن ذلك:

- الشكايات المتعلقة بالقضايا التي وكل البت فيها للقضاء؛
- التظلمات الرامية إلى مراجعة حكم قضائي؛
- الملتزمات المتعلقة بقضايا من اختصاص البرلمان؛
- القضايا التي تدخل في اختصاص المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان؛
- القضايا التي لم يقم صاحب التظلم في شأنها بأي مساع رسمية أو التماس العفو ولم يستنفذ كافة الطعون التي تتيحها القوانين الجاري بها العمل لرفع المظالم أو جبر الأضرار المزعومة أو استرجاع حقوقه المهضومة...".

وبالنظر إلى ديوان المظالم كمؤسسة للوساطة، فإنه يختص بمهمة تنمية التواصل بين كل من المواطنين أفرادا وجماعات وبين الإدارات أو أي هيئة تمارس صلاحيات السلطة العمومية، وحثها على الالتزام بضوابط سيادة القانون والإنصاف في إطار من الحوار والانفتاح، حيث يؤدي والي المظالم دور الوسيط المحايد الذي يسعى إلى إيجاد حلول ملائمة للتظلمات والشكايات المعروضة عليه وتحقيق نوع من التوازن بين مصالح طرفي التظلم واقتراح الحلول الودية من أجل تسوية التظلم، وفي حال

استنفاد المساعي الودية فإن والي المظالم يعمد إلى ابتداع الحلول واقتراحها وإيجاد صيغ كفيلة بتحقيق الإنصاف.

كما يتعين على المتظلم قبل رفع تظلمه أن يتقيد بمجموعة من الشروط القانونية والشكليات النظامية تحت طائلة عدم القبول. وفي حال توفرها يقوم والي المظالم بإجراء أبحاث وتحريات ميدانية للوقوف على حقيقة التظلمات مع إمكانية الاطلاع على مختلف الوثائق والمستندات والملفات ذات الصلة بموضوع التظلم باستثناء ما تعلق منها بأسرار الدولة.

وإذا تبين لوالي المظالم بعد انتهاء البحث والتحري أن التطبيق الصارم لقاعدة قانونية من شأنه أن يخلق أوضاعا غير عادلة أو ضارة بمصالح المواطنين أو المرتفقين فإنه يمكن عرض الأمر على الوزير الأول من أجل اتخاذ الإجراءات والمساعي اللازمة أو اقتراح تعديلها أو إلغائها أو ملائمتها مع الواقع أو توسيع نطاق تطبيقها أو سد الفراغ الذي يعتريها.

وفي هذا الإطار قدم ديوان المظالم جملة من المقترحات المتعلقة بإصلاح قطاعي العدل والقضاء والتشريع ضمنها تقاريره المرفوعة إلى الملك والوزير الأول.

أما إقرار المشرع بصلاحيه إجراء التحري الميداني من طرف والي المظالم أو مندوبيه، فيجعل ديوان المظالم قريبا من نموذج "الامبدسمان"، حيث يؤدي في هذا السياق دورا رقابيا يتحقق من خلاله من حسن تطبيق الإدارة بجميع هياكلها وأجهزتها العمومية للقانون ولضوابط العمل الإداري، كما يتمكن في ضوء معالجته وتحليله للشكايات والتظلمات المعروضة عليه من رصد وتشخيص مكامن الخلل في التسيير الإداري واقتراح سبل تقويمها، وفي هذا السياق فإن والي المظالم أصبح عضوا رسميا في الوكالة المركزية للوقاية من الرشوة.

ولا ينحصر الأمر فقط في هذه الدائرة، بل يخول له أيضا إمكانية تقديم التوصيات الكفيلة بإحقاق الحقوق واقتراح التدابير التي من شأنها تحسين فعالية الأداء الإداري وإصدار التقارير مما يشكل لديوان المظالم دعامة إضافية وقوة معنوية متميزة. ففي إطار التفويض الممنوح لوالي المظالم بالنظر في الشكايات والتظلمات المتعلقة بالمواطنين الذين يعتبرون أنفسهم ضحايا أي قرار أو عمل يتنافى مع مبادئ القانون والإنصاف صادر عن إدارات الدولة أو الجماعات المحلية أو المؤسسات

العمومية أو أي هيئة عهد إليها بصلاحيات السلطة العمومية، فإن والي المظالم ملزم برفع نوعين من التقارير إلى علم صاحب الجلالة:

- التقارير الخاصة المرفوعة بناء على أوامر ملكية بإجراء بحث في قضية من القضايا التي تدخل في مجال اختصاص ديوان المظالم؛
- التقرير العام السنوي الذي يتضمن عرضا لحصيلة عمل المؤسسة ولبرنامجها العملي الذي تعتمد تنفيذه على المدى القصير والمتوسط، وكذا بيانا موجزا لوضعيتها المالية وفقا لتنظيمها المالي والمحاسبي.

وترسيخا لمبدأ الشفافية أقر المشرع إمكانية نشر التقرير السنوي كليا أو جزئيا بأمر من جلالة الملك في الجريدة الرسمية مما يجعل منه وسيلة ضغط معنوية تستعمل في مواجهة الإدارات التي لا تتجاوب بالإيجاب مع والي المظالم أو تلك التي تعرف حالات خرق صارخ للمشروعية وقواعد الإنصاف والتسيير الجيد.

كما يمكن أن يكون منبرا للإشادة والتنويه بالإدارات والمؤسسات التي تجاوزت بشكل إيجابي مع والي المظالم وذلك بتسوية ملفات الشكايات المحالة عليها واتخاذ الإجراءات اللازمة من أجل تقويم الاختلالات ورفع الأضرار الناجمة عن قراراتها أو أعمالها.

وفضلا عن ذلك يمكن لوالي المظالم رفع تقارير إلى الوزير الأول تتضمن رصدًا لمواطن الخلل والقصور التي تعترى سير الإدارات العمومية، وحالات امتناعها عن تنفيذ الأحكام القضائية النهائية كما يمكن أن تتضمن التوصيات والاقتراحات الكفيلة بتحسين أداء الجهاز الإداري: ومن ذلك اقتراح إصلاح هياكل الاستقبال الإدارية بعدد من الإدارات العمومية، وكذا تبسيط المساطر الإدارية المعمول بها.

وبالإضافة إلى ذلك فإن والي المظالم يقدم تقارير إلى المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تتضمن بيانا بالتقدم الحاصل على مستوى احترام حقوق الإنسان ورصدًا للخروقات والتجاوزات التي تم رصدها في الشكايات والتظلمات، وكذا عرضا بأهم الخلاصات والنتائج التي تم التوصل إليها في هذا الباب.

وبالرغم من التباين القائم بين التقاليد والمنظومات الثقافية والسياسية والقانونية بين التجربة المغربية ونموذجي "الأمبدمان" و"الوسيط"، فإن الأمر لم يمنع ديوان المظالم من الاستفادة من التجارب المؤسسة وفقهما واستثمار مقوماتهما التي تتلاءم مع خصوصية التجربة المغربية.

وفي هذا الإطار تمكنت مؤسسة ديوان المظالم من تأسيس علاقات تعاون وشراكة بينها وبين نظيراتها الأجنبية ( الوسيط الفرنسي - المدافع عن الشعب الإسباني - الأمبدمان الدنماركي -... )، مما ساهم في إثراء تجربتها وتطوير خبراتها ولتتبعاً مكانة الصدارة ضمن المنتديات العالمية والإقليمية والشبكات الإقليمية والدولية لمؤسسات الأمبدمان والوسيط، حيث استطاعت بدعم من شركائها الفرنسيين والإسبان تأسيس جمعية الأمبدمان المتوسطيين (التي تتولى حالياً رئاستها)، كما لعبت دوراً نشيطاً في تأسيس منظمة الأمبدمانات العربية (التي أنيط لها منصب نائب الرئيس)، كما تتبوعاً موقعاً متميزاً ضمن جمعية الوسطاء الفرانكفونيين (التي تشغل حالياً منصب نائب رئيسها) وتحتضن مركزاً للتكوين وتبادل الخبرات لفائدة أعضائها.

وناهيك عن ذلك فإن ديوان المظالم يعتر كل الاعتزاز بما حظي به مشروع القرار الأممي لدى أعضاء اللجنة الثالثة للأمم المتحدة من تقدير خاص في دورتها 63 والرامي إلى تعزيز مكانة مؤسسات الأمبدمان في المنظومة الحقوقية الدولية ودعم دورها في مجال حقوق الإنسان.

وإجمالاً فإن نجاح تجربة ديوان المظالم تحقق بفضل المقومات التالية:

- استقلاليتها التامة عن السلط الدستورية ووضعه بجانب الملك أعلى سلطة في البلاد ورمز السيادة الوطنية وتأمينه من أي إمكانية تدخل في عمله أو توجيهه أو التأثير عليه بأي وسيلة كانت سواء بشكل مباشر أو غير مباشر؛
- سعيه إلى إقامة التوازن بين مصالح الإدارة والمرتفقين على أساس احترام ضوابط القانون وصيانة الحقوق وتحقيق الإنصاف؛
- اعتماد عمله على مبدأ الاحترافية والتخصص في معالجة القضايا والشكايات المعروضة عليه؛
- اعتماده على هيكلية تنظيمية محكمة وعصرية وتدبير يتأسس على مبدأ الحكامة الرشيدة وفق ضوابط عملية محددة سلفاً وتصميم مديري متطور للمعلومات وموارد بشرية ذات خبرة وتجربة ميدانية؛

- كونها مؤسسة داعمة ومكملة لدور المؤسسات الوطنية الأخرى؛
- كونها مؤسسة مواطنة تهتم بقضايا المواطنين.

وفي الختام نعرض عليكم خلاصة النتائج المترتبة عن عمل ديوان المظالم اليومي ومعايشته لقضايا وتظلمات المرتفقين للإدارات العمومية:

## معطيات إحصائية عامة حول الشكايات والتظلمات

### المسجلة بديوان المظالم

#### مجموع الشكايات والتظلمات المسجلة بالمؤسسة: 26771

- سجل بالمؤسسة خلال سنة 2004: 12082
- سجل بالمؤسسة خلال سنة 2005: 4067
- سجل بالمؤسسة خلال سنة 2006: 4526
- سجل بالمؤسسة خلال سنة 2007: 2446
- سجل بالمؤسسة خلال سنة 2008: 1935
- سجل بالمؤسسة خلال سنة 2009: 1521

#### نوعية القضايا المثارة في الشكايات والتظلمات المسجلة بديوان المظالم

- عدد القضايا ذات الطبيعة الإدارية: 9783؛
- عدد القضايا ذات الطبيعة العقارية: 3335؛
- عدد القضايا المتعلقة بقضايا العدل: 4934؛
- عدد القضايا ذات الطبيعة المالية: 930؛
- عدد القضايا المتعلقة بعدم تنفيذ الأحكام القضائية في مواجهة الإدارة: 645؛
- عدد القضايا المتعلقة بالضرائب والتسجيل: 244؛
- عدد القضايا المتعلقة بمجال حقوق الإنسان التي تدخل في نطاق اختصاص المؤسسة: 490؛
- عدد القضايا المتعلقة بالارتشاء: 49؛



Rahif HajjAli

**From:** Charbel Sarkis  
**Sent:** Thursday, March 18, 2010 6:27 AM  
**To:** Ali Berro; Rahif HajjAli; a.h.ahmad@live.com  
**Cc:** Nada Bsar  
**Subject:** al anwar

مخاطبات لبنان

فنيش في ورشة عمل عن (وسيط الجمهورية):  
 سنعمل على ما تشكو منه الادارة من ثغرات

نظم مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية ورشة عمل برعاية الوزير محمد فنيش وحضوره، عن الأمبودسمان، (وسيط الجمهورية) في فندق البريستول، في حضور رئيس المنظمة العربية للامبودسمان وزير الإعلام والشؤون الخارجية سابقا في مصر محمد فائق، ومقرر لجنة حقوق الإنسان النائب غسان مخيبر ورؤساء الهيئات الرقابية والمدراء العاميين وممثلين للاتحاد الاوروبي ورؤساء وممثلين لجمعيات المجتمع المدني.

بعد النشيد الوطني، ألقى المسؤول الرئيسي عن التدريب في وزارة التنمية الإدارية سامر حنقير كلمة أشار فيها الى أن الانطباع السلبي عن أداء الإدارات العامة الذي تكون لدى المواطنين يؤكد أن هوة تفصل بين الطرفين الى درجة أصبح اللجوء الى طرف ثالث وسيط يتصف بالحياد والنزاهة حاجة لا مفر من تلبيتها.  
 وقال: إن التسمية المعروفة بالأمبودسمان تعود جذورها الى اللغة السويدية، ومعناها من أعطي وكالة لتمثيل الناس، مشيرا الى أن المناسبة اليوم فرصة لإلقاء لواء على دور الوسيط وطريقة الحفاظ على استقلاليته وسبل التنسيق مع الهيئات الرقابية الأخرى.  
 الوزير فنيش

وتلاه الوزير فنيش: إن الورشة عن مفهوم الأمبودسمان هدفها الاستفادة من تجارب الدول التي سبقتنا في هذا المضمار من أجل تقويم النتائج المحصلة في تطبيق مشروع وسيط الجمهورية، الذي من أسبابه وغاياته مساعدة المواطن وتسهيل حصوله على حقوقه التي ترعاها القوانين، إذا تعرض لتعسف من مسؤول إداري أو تقاعس عن تلبية حقوقه، ولا سيما عندما يكون في حوزته حكم إداري قضائي يمنحه حقا ويبطل قرارا أو مرسوما، فيأتي دور الوسيط الإداري لتلقي الشكاوى والمراجعات والتدقيق فيها ومتابعة ما يصح منها، وهذا جهاز جديد ينشأ ليكون وسيطا بين المواطن والإدارة والمؤسسات العامة بحيث يصبح ملجأ لشكوى المواطن ومحل وساطة بينه وبين العاملين في الإدارة العامة والحق العام.

أضاف: لا شك في أن هذه الفكرة قيمة عند مقاربتها بحماية مصالح المواطنين وضمان متابعة حصولهم على حقوقهم، لكن لا ينبغي تعييب العديد من الأسئلة والإشكالات التي قد تطرح عن طريقة تنظيم عمل الوسيط وضمان عدم حصول ازدواجية وتعارض بين دوره ودور أجهزة الرقابة، ومدى فاعلية دوره وقدرته على إلزام العاملين في الإدارة العامة بالإستجابة لوساطته، ثم ما هو حجم هذا الجهاز؟ وهل نحن أمام إدارة رديفة وجديدة؟ وما هي العلاقة مع القضاء الإداري؟ وما هو أثر التقارير السنوية في فاعلية أداء هذا الوسيط؟ كل ذلك استدعى منا العمل لعقد مثل هذه الورشة لتوضيح ما ورد من أسئلة وإشكالات وغيرها، من أجل حسن التطبيق وتحديد المطلوب، ومدى ملاءمة التشريع المقرر، أو هل هناك حاجة الى تطوير التشريع أو تعديله قبل مباشرة إقرار المرسوم التطبيقي؟ وقد دلت تجربتنا على أنه ليس المهم أن نصدر قانونا أو نقر مرسوما، بل العبرة في مدى نجاحنا في تطبيق القانون والرسوم، تمهيدا للبدء بهذا النمط من العمل وإيجاد العلاقة الجديدة بين المواطن والإدارة العامة من خلال وسيط الجمهورية.

وأوضح أن وزارة التنمية الإدارية تعكف على متابعة ما يساعد على تطوير الإدارة وتسهيل تلبية المواطن في إنجاز المعاملات وتبسيطها، ووضع التشريعات أو اقتراح التشريعات المناسبة لإدارة عصرية وحديثة وفاعلة من أجل محاربة الفساد، وهي في صدد اقتراح رزمة من مشاريع القوانين التي جرى وضعها عبر الاستعانة بخبراء ومختصين وفريق عمل من الوزارة، وهذه الوزارة لن تألو جهدا في متابعة دورها من أجل معالجة ما تشكوه الإدارة من ثغرات في أدائها ومن شكوى من تفشي المحسوبية والفساد وصولا الى تفعيل المحاسبة والرقابة الفاعلة وتنظيم حسن الإختيار.

وختم: ندرك أن الإصلاح عملية تتطلب متابعة مستمرة وإرادة سياسية وتعاوناً بين السلطات وممارسة المجتمع الأهلي لدوره الفاعل في تكوين الضغوط المناسبة والمساعدة على الدفع بالخطوات الإصلاحية التي تخدم مصالح الناس وتسهم في تسهيل عمليات الإستثمار وزيارة الإنتاج وتنفيذ السياسات وتحقيق أهدافها، ونعلق أهمية كبيرة على حصيلة ما تتوصل اليه المناقشات في هذه الورشة للاستفادة منها ووضع مشروع قانون وسيط الجمهورية موضع التطبيق.

وأعطيت الكلمة لفائق الذي تحدث عن فكرة الأمبودسمان ونشأتها. وقال: إن المنظمة العربية لـ (الأمبودسمان) منظمة إقليمية تسعى الى دعم الديمقراطية وترسيخها وإرساء دولة الحق والقانون والسلم الاجتماعي في البلدان العربية، وكذلك الحض على احترام النصوص القانونية الوطنية والدولية المتعلقة بحقوق الانسان، ومنها الاعلان العالمي لحقوق الانسان باعتبار مؤسسات الامبودسمان (ديوان المظالم أو الموفق الاداري أو الوسيط أو المدافعون عن الشعب أو غيرها أيا تكن المسميات) مؤسسات وطنية مستقلة تعمل من أجل نشر قيم العدل والانصاف وضوابط سيادة القانون وإشاعة مبادئ الحكم الرشيد والمواطنة الصالحة وتوحيد الجهود بين مختلف الفاعلين في مجال نشر ثقافة الامبودسمان والوساطة في البلاد العربية وتنسيق عملهم وتبادل الخبرات في ما بينهم. وتناول أهداف المنظمة، ومنها:

- 1- التعريف بدور مؤسسات الامبودسمان في البلدان العربية وإشاعة ثقافتها.
- 2- تبادل المعلومات والتجارب بين أعضائها.
- 3- تدريب العاملين بمؤسسات الامبودسمان والقائمين على مكاتب الشكاوى في منظمات وجمعيات حقوق الانسان.
- 4- دعم الدراسات المتعلقة بنشاط المنظمة وتشجيعها.
- 5- تشجيع إنشاء مؤسسات الامبودسمان في البلدان التي ليس فيها مثل هذه المؤسسات وتقديم الدعم لها.
- 6- تشجيع نشر ثقافة حقوق الانسان وسيادة القانون في الدول العربية.

مخير

ثم تناول النائب مخير قانون وسيط الجمهورية، عارضا بعض الجدليات التي تطرحها مسألة إيجاد وسيط الجمهورية، وأبرز احكام القانون الصادر عام 2005، ورأى أن لا مبرر للتأخير في التعيين. واعتبر ان انشاء مؤسسة وسيط الجمهورية تنفيذا للقانون وعملا بالتزام الحكومة في بيانها الوزاري لا يحتاج الى مراسيم تطبيقية، لأن القانون متكامل لهذه الجهة انما يحتاج الى قرار من مجلس الوزراء لوضع وسيط الجمهورية في سلة تعيينات الفئة الاولى التي يجري تداولها وتعيين شخصية لبنانية أهل لتبوء هذه الوظيفة المهمة. وتوقع أن تبرز في مناقشات مجلس الوزراء مسألة طائفة هذا الوسيط، أملا الاسراع في التعيين خارج اطار المحاصصة ليتحول وسيط الجمهورية اللبناني صوتا للمواطن في مواجهة الادارة واداة للاصلاح.

Charbel Sarkis  
 Attorney at Law  
 Senior Legal Advisor  
 Office of the Minister of State for Administrative Reform  
 Tel: 961 1 371510 ext: 162  
 Fax: 961 1 371599  
 Cell:009613868877

From: Charbel Sarkis  
 Sent: Thursday, March 18, 2010 6:41 AM  
 To: Ali Berro; Rahif HajjAli  
 Cc: a.h.ahmad@live.com  
 Subject: FW:

# النضار

23990 العدد - 77 السنة - 2010 آذار 18 الخميس

## هيئة النزاهة العراقية أصدرت مذكرات توقيف بحق 433 موظفاً

بغداد - أ ش أ - أصدرت هيئة النزاهة العراقية مذكرات توقيف في حق 433 موظفاً في الحكومة الحالية التي يرئسها رئيس الوزراء نوري المالكي بتهم فساد. وجاء في بيان للهيئة أن بين من صدرت في حقهم مذكرات توقيف، أربعة وزراء و18 موظفاً بدرجة مدير عام فما فوق. كما أعلنت أنها أحالت خلال الشهرين الاخيرين 356 متهماً على القضاء العراقي بتهم فساد بلغت قيمة السرقات والاختلاسات فيها 46 مليار دينار عراقي، أي ما يعادل 44 مليون دولار أميركي. ولهيئة النزاهة في العراق والمرتبطة بمجلس الوزراء مدير عام في كل من الوزارات وظيفته مراقبة سير الاوضاع في تلك الوزارة والاشارة الى الانتهاكات التي قد تحصل فيها.

2010 جريدة النهار © - جميع الحقوق محفوظة

Charbel Sarkis  
 Attorney at Law  
 Senior Legal Advisor  
 Office of the Minister of State for Administrative Reform  
 Tel: 961 1 371510 ext: 162  
 Fax: 961 1 371599  
 Cell:009613868877

تسجيل المشاركين.	10:00 - 9:30
كلمة ترحيب يلقيها معالي وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية الأستاذ محمد فنيش.	10:15 - 10:00
مداخلة الأستاذ محمد فائق، رئيس المنظمة العربية للأمبودسمان ووزير أسبق للإعلام والشؤون الخارجية في مصر ➤ حول دور المنظمة في تدعيم الروابط بين مؤسسات الأمبودسمان العربية وتبادل الخبرات وتقديم الدعم الفني لها.	10:30 - 10:15
استراحة	11:00 - 10:30
مداخلة الأستاذ غسان مخيبر حول قانون وسيط الجمهورية في لبنان.	11:15 - 11:00
مداخلة الأستاذ عبد الله شهيد، أمين عام ديوان المظالم بالمغرب ➤ حول تجربة ديوان المظالم في المغرب.	11:30 - 11:15
مداخلة الدكتور نور فرحات، من المنظمة العربية للأمبودسمان ➤ حول الجوانب القانونية للأمبودسمان.	11:45 - 11:30
مداخلة السيدة جوانا هوارى، رئيسة مركز الوساطة في جامعة القديس يوسف ➤ حول دور القطاع الخاص في دعم وسيط الجمهورية.	12:00 - 11:45
مداخلة الأستاذ فادي صعب، أمين سر الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية ➤ حول أهمية تفعيل الشراكة مع المجتمع المدني لتطبيق أحكام قانون وسيط الجمهورية ومبادرات الجمعية اللبنانية لتعزيز الشفافية في هذا المجال.	12:15 - 12:00
مناقشة المداخلات	12:45 - 12:15
إختتام ورشة العمل: التوصيات والمقترحات.	13:00 - 12:45
حفل غداء يقيمه معالي الأستاذ محمد فنيش على شرف المشاركين. (مطعم ال Roof)	13:00

## الأسباب الموجبة

في زمن بات فيه الجهاز الإداري بالغ النقل والتعقيد بما يدفع الشخص الطبيعي (المواطن) أو الشخص المعنوي إلى الشعور غالباً في تعاطيهم اليومي معه، بأنهم عاجزين ومغلوبين على أمرهم، بدا ضرورياً لكثير من الدول أن تضع في خدمتهم لنيل حقوقهم والوصول إلى خدمات الدولة بسهولة، مؤسسة "الوسيط"، تماشياً مع التوجهات الحديثة في الإدارة التي تنطوي على فكرة تقريب أصحاب العلاقة من الإدارة، عبر تبسيط الإجراءات وشفافيتها، وتخفيف القيود التنظيمية، وتمتية الشعور لديهم بأن حقوقهم مصانة وفي حمي القانون وفق معايير الحكم الجيد.

لذا، تم إنشاء مؤسسة "الوسيط" (Mediateur أو Ombudsman) في كثير من الدول تجاوز عددها المائة، للقيام بهذا الدور على طراز "الوسيط السويدي" الذي أنشئ في العام ١٨٠٩ لتلقي مراجعات وشكاوى أصحاب العلاقة من أشخاص طبيعيين أو معنويين الناجمة عن الخلافات التي قد تقع نتيجة تعاملهم مع الإدارة في معرض المعاملات التي يتقدمون بها أو الخدمات التي يرغبون في الحصول عليها من الإدارة المعنية، إن بسبب الإهمال الذي تلقاه معاملاتهم أو البطء في إعطاء هذه المعاملات مجراها القانوني، أو بسبب الأخطاء التي ترافق تطبيق النصوص والإجراءات القانونية. ويعود للوسيط العمل على معالجة هذه المراجعات أو الشكاوى بمختلف الطرق التي يراها ملائمة لتقريب وجهات النظر بين أصحاب العلاقة والإدارة، ومنها: إقتراح الحلول المناسبة والتسويات التي لا تتناقض مع النصوص القانونية، أو التقدّم بتوصيات واقتراحات تساعد على حل المشكلة المطروحة تطبيقاً للقانون، أو توخياً للعدالة والإنصاف، لا سيما عندما يؤدي التطبيق الحرفي للقانون إلى ظلم أو إجحاف.

كما يمكن للوسيط أن يتدخل عفواً أو بناءً على طلب أي من النواب أو اللجان النيابية في المسائل التي تتعلق بالمصلحة العامة، حين لا تعمل الإدارة المعنية وفقاً للأهداف التي أنشئت من أجلها، فيتقدم باقتراحات من شأنها تصويب الخلل التنظيمي في الإدارة.

وفي ما يتعلق بالمواطن، يساهم "الوسيط" بضمان حقه بالإستفادة من كافة الحقوق التي تعود له بحكم مواطنته أو بكونه مقيماً على الأراضي اللبنانية. كما يساهم في صون حقوقه وحرياته التي تكون المرتكزات الأساسية لأية ديمقراطية.

وتمكيناً لهذه المرجعية من القيام بدورها على أكمل وجه يجب أن تتوفر لها الشروط التالية:

١. تفرغ الوسيط لمسؤولياته ومهامه واستقلالية ضماناً لحمايته من أي تدخل أو ضغط من أية جهة كانت.

٢. تخويله صلاحية تحديد الجهاز الذي يعاونه لجهة الوظائف وعددها وشروط التعاقد عليها ورواتبها بموجب نظام خاص يضعه ويبلغه الى مجلس الوزراء.

٣. وضعه لمشروع موازنته يلحظ فيها الإعتمادات التي يحتاجها بما فيها مخصصاته الشخصية وذلك ضمن بند خاص في موازنة رئاسة مجلس الوزراء.

٤. سهولة تعاطي، الشخص الطبيعي أو المعنوي، معه لا سيما وأن خدماته مجانية وغير خاضعة لأي رسم أو طابع.

من جهة أخرى لا يمكن للوسيط التدخل في مسار القضاء، كما لا يحق له إعادة النظر في أي قرار قضائي، إلا أنه في حال عدم تنفيذ حكم قضائي مبرم يستطيع "الوسيط" دعوة الإدارة المعنية الى الإنصياع للحكم في مهلة معقولة يترك لها أمر تحديدها، وإذا لم تقترن هذه الدعوة بأية نتيجة، فيعود له تضمين هذا الموضوع في تقرير خاص ينشر في الجريدة الرسمية. ان الشكاوى والمراجعات أمام الوسيط لا توقف الدعاوى القضائية أو المهل القضائية، ويستمر عمل الوسيط بموازاة أية مراجعة قانونية أو قضائية عائدة لموضوع الطلب عينه.

ومن المؤاتي، في ضوء ما تقدّم، أن يحظى لبنان بوسيطه الخاص الذي سيعمل على تحسين العلاقة بين الدولة وأصحاب العلاقة سواء كان شخصاً طبيعياً أو معنوياً، لا سيما وأن معالجة آثار التعقيدات البيروقراطية تكاد تصبح مطلباً وطنياً لشعب يشكو دوماً من عجزه عن إيصال صوته إلى الإدارات الحكومية المختصة للحصول على الخدمات العامة. من جهة أخرى، فإن استراتيجية الإصلاح الإداري التي وضعها مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية والتي اقترنت بموافقة مجلس الوزراء، إضافة إلى جميع التوصيات الصادرة عن المؤتمرات العديدة التي أعدها مكتب الوزير، طالبت بإنشاء "الوسيط".

ويمكن للوسيط في معرض قيامه بمهامه أن يعلم الهيئات الرقابية المختصة بأي خطأ أو تقصير أو تقاعس يلاحظه من الموظفين أو العاملين أو حتى من الإدارة المعنية، كما يمكنه أن يطلب من

الهيئات الرقابية القيام بأعمال التحقيق ضمن إطار صلاحياتها، كما له أن يطلب من هيئة التشريع والإستشارات في وزارة العدل تزويده بالدراسات المناسبة.

ويتوجب على الإدارة والعاملين فيها تسهيل مهمة الوسيط وتقديم جميع المعلومات والإيضاحات والمستندات التي يطلبها، ولا يجوز للإدارة التذرع بوجه الوسيط بسرية المعلومات والمستندات باستثناء تلك التي يحظر القانون صراحة نشرها أو الإطلاع عليها أو تداولها.

ومع النجاح المتزايد الذي تشهده هذه المؤسسة في مختلف الدول، يتبين أن مؤسسة "الوسيط"، مؤسسة لا غنى عنها في أية دولة معاصرة، إذ أصبحت تشكل عنواناً للديمقراطية والشفافية من شأنها تعزيز مصداقية الدولة تجاه مواطنيها. كما تساهم مؤسسة "الوسيط" في تحقيق التوازن والتناغم في العلاقة بين المجتمع المدني والسلطات العامة، وتحسن العلاقات اليومية بين الإدارات والهيئات الحكومية على إختلافها من جهة وأصحاب العلاقة من جهة ثانية.

لذلك،

تتقدم الحكومة من المجلس النيابي الكريم بمشروع القانون المرفق راجية إقراره.

**From:** arabombudsman arabombudsman [mailto:arabombudsman@hotmail.com]  
**Sent:** Tuesday, February 09, 2010 11:48 AM  
**To:** Rahif HajjAli; Nada Bsar  
**Subject:**

معالي الأستاذ / محمد فنيش  
 وزير الدولة لشئون التنمية الإدارية

تحية طيبة و بعد

بالإشارة إلى رسالة البريد الألكتروني الواردة إلينا في شأن تنظيم ورشة عمل في لبنان لمناقشة قانون احداث وسيط جمهورية ( أمبودسمان ) في لبنان و مشروع المرسوم العائد له ، أود أن أعبركم عن تقديرنا لإهتمامكم بهذا الموضوع و موافقتكم عليه

و أتشرف بإحاطة سيادتكم علما بأن المنظمة العربية للأمبودسمان منظمة إقليمية تضم مؤسسات الأمبودسمان بمختلف أسمائها في الدول العربية ، و تهدف إلى الترويج لإحداث مؤسسات أمبودسمان في مختلف الدول العربية و تقديم الدعم الفني المطلوب في هذا الشأن (مرفق مع هذا النظام الأساسي للمنظمة و تشكيل مجلس إدارتها )

و الهدف المطلوب تحقيقه من إقامة ورشة العمل هو تقديم الدعم الفني و المعاونة في تفعيل قانون احداث وسيط جمهورية في لبنان إلى المنظمة.

بالنسبة لموعده إقامة ورشة العمل المشار إليها فإنني أترك لكم تحديد الموعد على أن يكون في الفترة من 15 إلى 22 من مارس ( آذار ) 2010.

سنتحمل من جانبنا نفقات القادمين من خارج لبنان و هم اثنين من الخبراء العالميين و المشاركين في الورشة من أعضاء المنظمة العربية للأمبودسمان.

بالنسبة للمشاركين في الورشة من الجانب اللبناني فإنني أترك لكم تحديد من ترونه للمشاركة المجدية فيها من المهتمين بإقامة وسيط جمهورية في لبنان



و نرى أن تكون إقامة القادمين من الخارج فى فندق بريستون و يمكن عقد الورشة فى اليوم الأول فى الفندق نفسه أو فى المكان الذى ترونه أما فى اليوم الثانى المخصص لإجتماع يعقد مع السادة النواب فى المجلس النيابى فقد ترون عقده بمجلس النواب إذا أمكن ذلك أو فى الفندق

برجاء التكرم بالنظر و الإفادة بما يتقرر بالنسبة لموعد عقد الورشة حتى تتمكن من إجراء الإتصالات بالخبراء القادمين من الخارج فى وقت مناسب .

مع خالص التحية و أطيب التمنيات  
محمد فائق

رئيس المنظمة العربية للأمموسمان

## المنظمة العربية للأمم ودسمان

المنظمة العربية للأمم ودسمان منظمة إقليمية تسعى إلى دعم و ترسيخ الديمقراطية و إرساء دولة الحق و القانون و السلم الإجتماعى فى البلدان العربية و كذلك الحث على إحترام النصوص القانونية الوطنية و الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان و منها الإعلان العالمى لحقوق الإنسان بإعتبار

مؤسسات الأمم ودسمان ( ديوان المظالم أو الموفق الإدارى أو الوسيط أو المدافعين عن الشعب أو غيرها أيا كانت المسميات ) مؤسسات وطنية مستقلة تعمل من أجل نشر قيم العدل و الإنصاف و ضوابط سيادة القانون و إشاعة مبادئ الحكم الرشيد و المواطنة الصالحة و توحيد الجهود بين مختلف الفاعلين فى مجال نشر ثقافة الأمم ودسمان و الوساطة فى البلاد العربية و تنسيق عملهم و تبادل الخبرات فيما بينهم .

و تهدف المنظمة إلى ما يلى بشكل أساسى :

- 1 – التعريف بدور مؤسسات الأمم ودسمان بالبلدان العربية و إشاعة ثقافتها .
- 2 – تبادل المعلومات و التجارب بين أعضائها .
- 3 – تدريب العاملين بمؤسسات الأمم ودسمان و القائمين على مكاتب الشكاوى فى منظمات و جمعيات حقوق الإنسان .
- 4 – دعم و تشجيع الدراسات المتعلقة بنشاط المنظمة .
- 5 – تشجيع إنشاء مؤسسات للأمم ودسمان فى البلدان التى لا توجد بها مثل هذه المؤسسات و تقديم الدعم لها .
- 6 – تشجيع و نشر ثقافة حقوق الإنسان و سيادة القانون فى الدول العربية .

يتكون مجلس إدارة المنظمة من كل من :

السيد / محمد فائق - رئيس مكتب الأمبودسمان بالمجلس المصرى لحقوق الإنسان - رئيسا للمنظمة

السيد / محمد العراقى - والى ديوان المظالم بالمملكة المغربية - نائبا أول للرئيس

السيد / عبد الإله الكردى - والى ديوان المظالم بالمملكة الأردنية - نائبا ثانيا للرئيس

السيد / محمد أبو زيد محمد- رئيس ديوان الحسبة بجمهورية السودان - أميناً للمال (أمين للصندوق)

السيدة / أليفة فاروق - الموفق الإدارى بجمهورية تونس - عضوا